

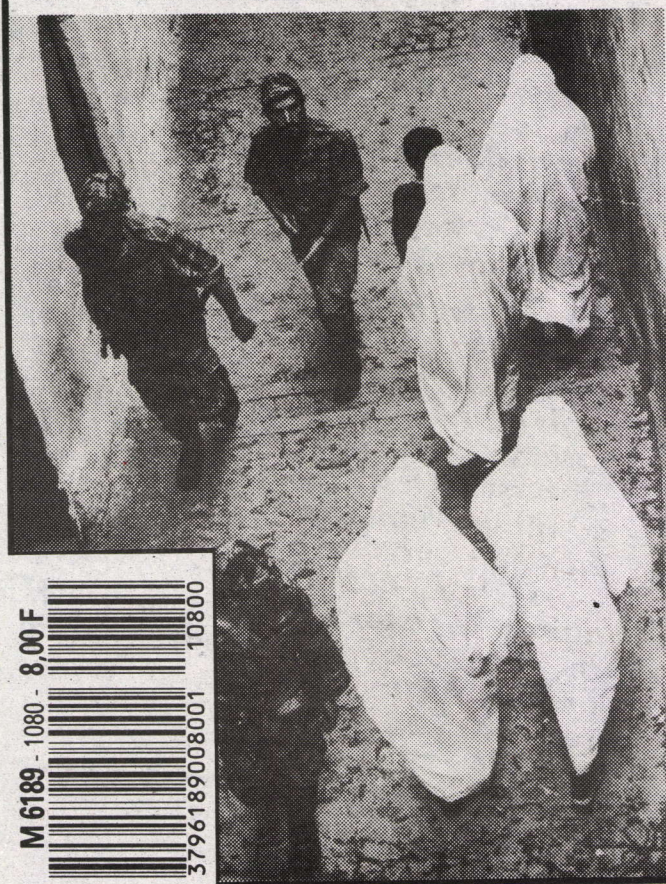
PRISONS : LA MATRAQUE CONTRE LES REVENDICATIONS

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 080 - 11 février 1988 - prix : 8 F

Afghanistan, Vietnam, Algérie...

**LES DIRIGEANTS
DE L'URSS
ONT COPIÉ
L'IMPÉRIALISME,
ILS ÉCHOUENT
COMME LUI !**



M 6189 - 1080 - 8,00 F



10800

AFGHANISTAN,

VIETNAM,

ALGÉRIE...

LES DIRIGEANTS DE L'URSS ONT COPIÉ L'IMPÉRIALISME, ILS ÉCHOUENT COMME LUI



Elle n'est pas glorieuse, la retraite de l'armée russe d'Afghanistan. Les images télévisées de Kaboul qu'on nous montre aujourd'hui en rappellent d'autres : celles, il y a 15 ans, du rapatriement des soldats américains du Vietnam.

Même retraite piteuse, après la même sale guerre. En 9 ans d'occupation, les troupes russes ont fait un million de morts chez les Afghans, le double de blessés et mutilés, quelque 5 millions de réfugiés, d'immenses destructions, sans compter les 15 000 morts chez les soldats russes. Les chiffres étaient proportionnellement du même ordre à l'issue de la guerre américaine au Vietnam. Quinze ans après, le peuple vietnamien en paie encore le prix !

Les armées les plus puissantes du monde ne viennent jamais à bout de la révolte des peuples qu'elles prétendent soumettre, quel que soit le prix terrible qu'elles leur font payer. Nous le savons bien ici en France : l'impérialisme français a eu beau expédier 500 000 hommes en Algérie, mener pendant 8 ans une tout aussi sale guerre au peuple algérien, faire comme en Afghanistan un million de morts, il a dû rapatrier ses troupes, tout comme l'ont fait plus tard l'armée américaine et aujourd'hui l'armée russe.

Les puissants de ce monde croient trop souvent que leurs armes, leurs moyens d'intimidation et de terreur suffisent pour imposer leur ordre. Mais, au bout du compte, la terreur militaire soulève plus les peuples qu'elle ne réussit à les réduire.

Et toute l'histoire de ces quarante dernières années montre que ce

n'est pas le courage qui manque aux opprimés.

Pourtant hélas, on n'a même pas de quoi se réjouir vraiment aujourd'hui du retrait des troupes russes d'Afghanistan. Car si l'armée russe a perdu la guerre, le peuple afghan n'est pas pour autant gagnant. Il n'a même pas gagné la

liste et a emprunté à l'impérialisme ses pires méthodes d'oppression.

Et c'est ainsi que les nombreux peuples qui se sont soulevés depuis la dernière guerre mondiale sont restés isolés les uns des autres et sont retombés sous la dictature de leurs propres dirigeants nationalistes, prisonniers de leur propre dénuement, comme on l'a vu au Vietnam, en Algérie, en Iran, etc. et comme on s'appête à le voir en Afghanistan.

La combativité et le courage révolutionnaire existent dans bien des pays du monde. C'est la perspective d'une révolution mondiale qui a manqué, pour permettre à tous ces peuples d'être les véritables vainqueurs des terribles combats qu'ils ont menés.

Mais c'est là où notre responsabilité, à nous prolétaires des pays industriels, des pays riches comme la France, est engagée.

Avec la crise économique mondiale, partout dans le monde, y compris dans les pays les plus riches, l'injustice sociale devient chaque jour plus flagrante. La révolution prolétarienne reste à faire.

Que les prolétaires des pays riches et puissants se révoltent contre leurs propres exploiters, qu'ils renouent avec les idéaux internationalistes de Lénine et de Trotsky, et les espoirs des révoltés du monde entier se porteront vers eux et pourront se détourner de leurs chefs nationalistes réactionnaires. Les exploités et les opprimés du monde entier deviendront enfin une force internationale, et l'espoir reviendra au monde.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

paix, puisque les différents clans rivaux qui se sont mis à sa tête pendant la lutte de résistance s'appêtent à s'entre-tuer pour savoir qui prendra la tête de la future dictature afghane. Car l'intervention de l'URSS n'aura réussi qu'à pousser tout un peuple dans les bras de politiciens réactionnaires rivaux, de seigneurs de guerre ouvertement anti-communistes et anti-russes.

Cela fait aujourd'hui des décennies que le régime des bureaucrates de l'URSS, qui confisquèrent les acquis et les espoirs de la révolution ouvrière de 1917, a prostitué les idées communistes et internationa-

Politique du bâton contre revendications :

MÊME LES GARDIENS DE PRISON...



Affrontements devant la prison des Baumettes.

Le «contact» entre ces «forces de l'ordre» que représente le corps des gardes mobiles et ces autres «forces de l'ordre» que sont les gardiens de prison est passé, à l'initiative des premiers, de la bousculade à l'utilisation de grenades lacrymogènes et de la matraque, dans quelques-uns des centres où des piquets de grève avaient été mis en place par les «matons».

La grève des gardiens de prison n'en a pas pour autant été matée. Jeudi 9 février, le mouvement semblait même en train de s'étendre à un plus grand nombre d'établissements. Mais cela est entré dans l'établissement du rapport de forces présidant à la reprise des discussions entre syndicats du personnel pénitentiaire et gouvernement. Le ministre de la Justice, Arpaillange, qui avait fait suspendre 13 gardiens de prison (des syndicalistes), a soumis leur réintégration à la levée des piquets de grève.

Les revendications des gardiens de prison sont de plusieurs ordres. Elles touchent, pour certaines, leurs salaires, leur avancement, l'âge de leur retraite. Ils voudraient être alignés sur les policiers. Pour d'autres, elles concernent leurs conditions de travail. Ils les jugent pénibles, dangereuses, et craignent qu'une certaine libéralisation dans la condition des détenus - comme le prévoit le «rapport Bonnemaïson» - ne se traduise par une détérioration de ces conditions de travail.

Pénibles, leurs conditions de travail, qui pourrait le nier ? On peut dire qu'eux aussi passent la plus grande partie de leur vie en prison. Et lorsqu'ils réclament une «remise de peine» sous forme d'avancement de la retraite, la portant de 55 ans à 50 ans, comme les «flics», il est difficile de trouver cela injustifié. Dangereuses ? Oui certainement, les «droit commun» ne sont pas des anges. Encore que, malgré tout, il n'y ait pas plus de gardiens de prison victimes d'accidents de travail que d'ouvriers du bâtiment ou de la métallurgie !

Il est cependant vrai que si le gouvernement veut leur imposer un plus grand nombre de tâches sans augmenter les effectifs, et même en les restreignant comme le laisse prévoir le «rapport Bonnemaïson», les gardiens de prison ont de quoi s'inquiéter. Il est vrai aussi que, si le nombre des emprisonnés se maintient ou augmente sans que de nouveaux locaux de détention se substituent à ceux, vétustes, existants, propices

aux révoltes de détenus vu leurs mauvaises conditions, ce sont les «matons» qui en feront en partie les frais.

De là à réclamer que l'on construise de nouvelles prisons et à venir en renfort de Chalandon et compagnie, promoteurs de prisons privées en tout genre, de là à se proclamer partisans des méthodes dures contre les détenus, contre la libéralisation de leur régime, et à venir en renfort de la démagogie de politiciens de droite ou d'extrême-droite, il y a un pas que les gardiens de prison n'ont aucun intérêt à franchir. Même si, de par leur fonction, ils sont les plus à même de subir les pressions qui vont dans ce sens.

Les prisons jouent dans la société la fonction la moins noble, et c'est de ce côté-là que l'odeur de la pourriture est toujours la plus insoutenable. La faute en revient d'abord à la société, à son organisation, à la base de son fonctionnement, et pas à ceux qui peuplent les prisons, quel que soit le côté des barreaux duquel ils se trouvent. Et que les gardiens de prison ne se laissent pas faire est bien légitime, si toutefois ce n'est pas pour se retourner contre les détenus.

Reste que la lutte que mènent les gardiens de prison aujourd'hui est en partie freinée par les organisations syndicales qui prétendent parler en leur nom. Et de ce point de vue-là, pour les gardiens de prison, ce n'est guère différent de ce qui se passe pour tous les autres salariés. Certes, ce sont les syndicats

qui aujourd'hui se sont mis en tête du mouvement, et ce sont leurs militants qui se font suspendre en premier. Mais il ne faut pas oublier qu'en octobre dernier, alors que le mouvement, pour les mêmes revendications, avait démarré solidement, ce sont les syndicats qui ont poussé à reprendre sans qu'il y ait eu du gouvernement la moindre concession, mais seulement la vague promesse qu'elles seraient étudiées.

Le résultat, c'est ce fameux «rapport Bonnemaïson», qui déchaîne aujourd'hui la fureur des «matons». Aujourd'hui, les syndicats vont au-devant de leur mécontentement, en essayant de faire en sorte qu'il ne leur échappe pas. Mais si les gardiens de prison ne veulent pas une fois de plus que les syndicats traitent sur leur dos, ils ont intérêt, eux aussi, à s'organiser en comités de grève ou en coordination. Car «souffler sur le feu» pour pouvoir jouer ensuite au «pompière» et se faire valoir comme interlocuteurs du gouvernement comme le font les dirigeants syndicaux, ce n'est sûrement pas ce qui facilite la satisfaction des revendications.

Louis GUILBERT

POLLUTION :

POUR RESPIRER, PROLONGEONS LE WEEK-END!

Le smog qui a envahi Paris, ainsi que bien des grandes villes industrielles européennes, est dû à «l'anticyclone dynamique» assez exceptionnel qui règne en Europe et provoque la sécheresse et la chaleur relative de cet hiver. Mais il agit aussi comme un révélateur de la pollution ambiante. Les gaz des usines, des échappements de voitures, des chaudières d'immeubles, ajoutés aux poussières diverses qui en temps normal, grâce aux vents, s'évacuent à peu près au rythme de leur production, restent sur place. Il a donc suffi de cette circonstance météorologique exceptionnelle pour que tous les produits toxiques s'accumulent et que Paris soit au bord de l'asphyxie.

Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat à l'environnement qui se cherche toujours une utilité, a bien dû faire quelques déclarations, pour dire qu'on n'y pouvait pas grand-chose, et prendre quelques mesures consistant surtout à accroître la surveillance.

Mesurer le danger c'est bien, mais le réduire ce serait tout de même mieux. Seulement Lalonde ne va quand même pas demander aux industriels de s'arrêter. Quant à demander aux automobilistes de renoncer à leur voiture, Lalonde l'a fait. Mais chacun sait bien que ceux qui prennent leur voiture pour venir travailler ne le font pas par plaisir !

Certes, il faudrait développer énormément les transports en commun de la région parisienne. Mais le gouvernement n'a pas assez de crédits pour ça. Il faudrait aussi développer les voitures «propres» à pots catalytiques pour essence sans plomb. Mais on sait que Calvet, le PDG de Peugeot, y est pour le moment opposé. Et entre Lalonde et Calvet, ce n'est évidemment pas le secrétaire d'Etat qui pèse le plus lourd.

La solution, provisoire, est donc venue du calendrier. Avec le week-end des 5 et 6 février, les usines ont ralenti ou cessé leur activité. Les Parisiens ont moins encombré la capitale de leurs voitures.

Et le niveau de pollution a diminué durant ces deux jours.

On en tirera la conclusion pleine d'un bon sens élémentaire que, si on ne veut pas «crever la bouche ouverte» comme des poissons hors de l'eau, il faut, tant qu'il y a le moindre risque de pollution, prolonger les week-ends. Si les patrons étaient obligés de payer leurs salariés à ne rien faire en attendant que l'atmosphère devienne respirable, on peut être certain qu'ils trouveraient rapidement des solutions pour rendre propres les cheminées d'usines, les échappements de voitures et autres chaudières !

André VICTOR

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

**1789, LA
RÉVOLUTION!**

**Vendredi 3 MARS 1989
à 20 h 30**

**Grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité**

**FÊTE
DE LUTTE OUVRIÈRE
à SAINT-NAZAIRE**

**Samedi 25 février
de 16 h à 24 h**

Salle des fêtes du Petit Maroc

LE CONFLIT PCF-PS ET LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

A mesure que l'échéance des élections municipales se rapproche, la réalisation à l'échelle locale de l'accord signé au sommet entre le PCF et le PS apparaît de plus en plus difficile dans bon nombre de municipalités. Les listes de «*Rassemblement de la gauche*» ont du mal à se mettre en place, voire dans certains cas échouent complètement. Des «*primaires*» auront lieu dans de nombreuses villes avant que les listes d'union PC-PS ne se réalisent éventuellement au second tour.

L'accord général entre Marchais et Mauroy signé, les problèmes surgissent bien évidemment au niveau de son application dans les municipalités, du fait des appétits concurrents des deux partenaires. Le Parti Socialiste a les dents longues, cherchant à grignoter ce qu'il peut des positions que possède le PCF tandis que celui-ci défend ses places à défaut d'espérer en gagner beaucoup de nouvelles.

Alors, nombre de militants du PC ressentent sans doute l'accord signé comme un marché de dupes parce qu'il ne garantit même pas le maintien des postes de maires ou de conseillers municipaux auxquels ils tiennent. Et pourtant le PCF a fait au PS, qui avait besoin de lui sur le plan strictement électoral, un cadeau non négligeable. Sur le plan politique, il a reconnu qu'il était possible de s'allier avec ce parti qui mène au gouvernement une politique anti-ouvrière, et que pour lui il était toujours possible de mener avec le PS une politique dite «*de gauche*». Le PCF s'est ainsi privé de la possibilité de faire de sa campagne une campagne claire de dénonciation sans ambiguïté de la politique d'austérité gouvernementale.

Certes, le PCF explique à ses militants que l'accord pour les municipales ne l'empêchera pas de continuer à critiquer le PS au niveau de sa politique gouvernementale. Mais il y a peu de chances que cela apparaisse clairement dans cette campagne pour les élections municipales.

Dans les communes où il n'y aura finalement pas de liste commune au premier tour, on peut en effet s'attendre à ce que les candidats du PC dénoncent la

politique socialiste au gouvernement... jusqu'au second tour où «*le rassemblement de la gauche*» se refera ! Mais là où il fera campagne avec le Parti Socialiste, pour «*l'union de la gauche contre la droite*» le PCF nécessairement mettra en sourdine ses critiques et la dénonciation de la politique du PS.

Bien sûr, la direction du PCF se justifiera en disant qu'il n'y avait pas d'autre moyen de «*sauver les meubles*» menacés dans nombre de municipalités, et bien des militants penseront de même. Mais c'est parce qu'il ne sortent pas d'un point de vue électoraliste.

Ce qui sera essentiel demain pour la classe ouvrière, ce ne sera pas le nombre des mairies gérées par le PCF en plus ou en moins. Les mairies ne peuvent pas faire de miracles pour leurs administrés, car ce n'est pas à cette échelle que la politique se décide. Elles ne peuvent, dans le cadre du système, que gérer l'austérité.

Par contre, la classe ouvrière a besoin d'un parti qui ouvre des perspectives de lutte résolues contre le gouvernement et le patronat, contre l'austérité, le blocage des salaires, les licenciements, le chômage, les hausses de loyers, etc. Elle a besoin d'un parti qui lui redonne une perspective, une confiance en elle-même, dans sa force et dans ses luttes.

Alors, le vrai problème est que, pour la direction du PCF, la défense des postes municipaux passe après celle des intérêts des travailleurs... et c'est justement cela qui le désarme face aux appétits du PS. Et cela mériterait que les militants du PCF sincèrement attachés à la défense des

intérêts de la classe ouvrière remettent en cause cette politique qui va de compromissions en volte-face en ne réussissant à sauvegarder ni les positions du PCF lui-même, ni surtout les intérêts des travailleurs.

Lucienne PLAIN



LE PCF A MAL A SES NOTABLES

Robert Jarry, actuel maire du Mans, en importance la seconde municipalité gérée par le PCF, a été exclu de son parti à la demande de Georges Marchais. N'acceptant pas sur la liste municipale à présenter en commun avec le PS les noms que la direction de son parti voulait lui imposer, il a fait accord directement avec les socialistes locaux en négociant avec eux pour y faire figurer ceux de ses camarades que celle-ci voulait écarter. Un problème analogue existerait avec le maire PCF d'Orly, Gaston Viens, qui fait depuis longtemps déjà figure de contestataire au sein de son parti.

Ainsi, les élections municipales vont donner l'occasion de régler nombre de comptes au PCF, comme ceux des dissidents de la Fédération de la Haute-Vienne, fief de l'ex-ministre Rigout, du Doubs ou d'ailleurs. Cette consultation électorale sera un nouveau révélateur d'un mal déjà ancien qui ronge le PCF, et qui porte tantôt le nom de «*Rénovateurs*», tantôt celui de «*Réformateurs*» ou de «*Reconstructeurs*».

Au travers de la gestion municipale, un certain nombre d'élus PCF, propulsés à leur poste par leur parti, sont tentés de voler de leurs propres ailes et de s'affranchir de leur direction. Ils défendent la logique de leur gestion et la politique qui leur semble la plus favorable à leur réélection, contre ce qui peut être la politique de la direction de leur parti.

Celle-ci doit tenir compte d'impératifs qui vont parfois à l'encontre du renouvellement des postes de ces notables qu'ils ont fabriqués. Et si tout comme les «*Rénovateurs*», «*Reconstructeurs*» ou «*Réformateurs*», la direction du PCF espère garder le plus de postes possible, c'est pour elle un calcul global. Elle espère bien pouvoir gérer les affaires de la bourgeoisie, avec les socialistes - et même peut-être avec d'autres si c'est possible - non seulement au niveau local mais à nouveau au niveau gouvernemental. A cette

fin, elle est contrainte pour ne pas compromettre son influence en milieu ouvrier, d'apparaître aujourd'hui comme prenant des distances à l'égard du Parti Socialiste au gouvernement.

Cela ne fait pas l'affaire d'un certain nombre d'élus qui se cramponnent à leur poste. Et ceux-ci peuvent d'autant plus penser qu'ils sont en mesure de prendre des distances à l'égard de la politique du jour de leur parti, qu'ils trouvent des socialistes pour leur faire la courte échelle, en leur faisant miroiter qu'avec leur aide et leur complicité, ils conserveront leur situation.

Le PCF, c'est le cas pour Orly et le Mans par exemple, a visiblement essayé pour reprendre le contrôle de ses élus, sans changer la tête de liste pour ne pas perdre le bénéfice de sa notoriété, de l'entourer d'hommes mieux tenus en main par l'appareil central, avec l'espoir que ceux-ci manifesteront moins de velléités d'indépendance une fois en place. Et c'est pour couper court à ces manœuvres de l'appareil, que des maires comme ceux du Mans et d'Orly ont négocié avec les socialistes. Ils ont laissé aux socialistes quelques places en plus de ce que ceux-ci pouvaient espérer en négociant avec la direction du PCF, en échange de l'acceptation des noms refusés par la place du Colonel Fabien.

Au Mans, la direction du PCF

n'accepte pas le fait accompli, et présente sa propre liste en concurrence, annonçant même qu'elle n'appellerait pas à reporter ses voix sur Jarry, l'exclu, au cas où sa liste viendrait en tête de la gauche.

Le Parti Communiste n'est pas tout à fait un parti comme les autres. Comme les autres, il voudrait bien être un bon gestionnaire des affaires de la bourgeoisie, mais il a une base ouvrière militante qu'il ne peut sacrifier à une politique de collaboration ouverte. Sans cette base ouvrière, le PCF serait appelé à disparaître, car il n'y a pas de place pour une social-démocratie bis.

Alors le PCF, d'un coup de barre à un autre, va de l'alliance avec le Parti Socialiste à une politique qui s'oppose à lui. Ou parfois comme c'est le cas aujourd'hui, il défend l'alliance au niveau local tout en essayant de se démarquer sur la politique nationale, ce qui est un exercice pas facile et finalement périlleux. Il lui faut préserver à la fois ses postes, ses voix et ses positions dans les usines, pour avoir ses chances de revenir un jour au gouvernement. Et avec le temps, sa cohésion, l'autorité de sa direction, comme son monolithisme, apparaissent de plus en plus comme les caractéristiques d'un passé déjà révolu.

Louis GUILBERT

ALLEMAGNE

BERLIN-OUEST A SON PETIT LE PEN



«Contre les Nazis, pour l'amitié avec les étrangers» proclament ces manifestants.

Les 7,5% de voix (90 000 électeurs) obtenus par une formation d'extrême-droite aux élections pour le parlement de Berlin-Ouest, le 29 janvier dernier, ont créé la surprise. Désagréable pour beaucoup. Ces résultats ont été l'occasion pour plusieurs milliers de personnes à Berlin de manifester, à plusieurs reprises, derrière des banderoles et des slogans hostiles à toute résurgence d'idées ou de mouvements d'inspiration nazie.

Berlin semble avoir trouvé son petit Le Pen, un dénommé Bernhard Andres, flic de son état. C'est le dirigeant pour Berlin des «Républicains», une formation apparue au début des années 1980 à l'initiative d'anciens députés ou journalistes de la CSU,

branche bavaroise du grand parti des Chrétiens-Démocrates (CDU) - le grand parti de droite de la bourgeoisie allemande actuellement au pouvoir.

Il n'y a pas un monde entre notables de droite et d'extrême-droite : le dirigeant des «Républicains» pour la RFA, un nommé Schönhuber, fut un député de la CSU, de la même façon qu'en France certains notables du Front National sont d'anciens notables du RPR ou de l'UDF.

La campagne des «Républicains» a surtout été xénophobe. Ils ont dénoncé la prétendue cote d'alerte qui serait atteinte et dépassée en ce qui concerne la présence d'immigrés et de réfugiés politiques à Berlin-Ouest. Un Berlinois sur sept est «étranger». Aux travailleurs émigrés, Turcs surtout, installés depuis longtemps, s'ajoutent des réfugiés polonais ou «allemands» des pays de l'Est ou de l'URSS. Berlin-Ouest

est probablement une des villes les plus «cosmopolites» du monde, ne serait-ce que par la présence de ces «forces alliées» toujours censées y faire la loi... Le tout, en plein cœur de la RDA «soviétique» !

Cela dit, l'extrême-droite berlinoise a fait aussi une campagne dite «sociale», contre les hausses exorbitantes des loyers, contre les coupes claires dans les crédits pour la santé des classes populaires. La droite au gouvernement mécontente les couches populaires et ce n'est pas étonnant que ce soit surtout dans les quartiers les plus pauvres de Berlin-Ouest que l'électorat populaire de la droite classique soit devenu celui de l'extrême-droite. Car celle-ci s'est servie essentiellement sur l'ex-électorat des deux formations qui gouvernent actuellement la RFA : la CDU et le FDP.

Ainsi, la liste de l'ex-bourgmestre CDU Dieppen (dont toute la presse prévoyait la réélection haut

la main !) passe de 46,4% des voix à 37%. Les «Libéraux» du FDP passent de 8,5% à 3,5% (et comme ils sont en-dessous de la barre des 5%, ils n'auront plus aucun député). Les sociaux-démocrates, par contre, (qui faisaient jusqu'à 60% des voix à Berlin dans les années 1960 mais avaient beaucoup chuté) ont cette fois un peu gagné, en passant de 32,4% des voix à 37,3%. Et la «Liste Alternative» («Verts» et mouvance d'extrême-gauche désorganisée...) a un peu gagné elle aussi, avec 11,8% contre 10,6%.

Ces résultats traduisent un glissement à droite, même si le SPD et les «Verts» gagnent un peu. Ils sont inquiétants, d'autant plus que les dirigeants des grands partis (dont le SPD) se posent déjà la question d'infléchir leur politique dans le sens réactionnaire rentable électoralement ; ils disent déjà qu'il faudra tenir compte de ces problèmes d'immigration et d'insécurité ! Et comme il y

aura en RFA des élections législatives générales en 1990, on peut craindre une évolution politique générale de plus en plus rétrograde. Occuper le terrain de l'extrême-droite... pour ne pas le lui laisser... On connaît bien ça ici en France !

La crise économique frappe probablement moins l'Allemagne de l'Ouest que la France, et moins Berlin-Ouest que certaines régions très ouvrières de la RFA. Mais elle a des répercussions sociales malgré tout. Les plus pauvres paient une note toujours plus lourde et la faiblesse de la conscience et des luttes de la classe ouvrière font que les idées réactionnaires progressent partout.

Mais qu'à cela ne tienne, les sociaux-démocrates sont heureux. Car ils vont gouverner la ville de Berlin et qui sait, dans moins de deux ans, si l'extrême-droite gagne ainsi sur la droite, la RFA ?

Michelle VERDIER

LES PARADIS FISCAUX NE SONT PAS ENCORE DES PARADIS PERDUS

Jacques Delors, président de la Commission européenne, vient d'annoncer le projet d'harmonisation de l'épargne dans la CEE, dit projet Scrivener du nom de son auteur. Grâce à l'instauration d'un impôt de 15% sur les intérêts de certains capitaux placés en banque, ce grand projet devrait annoncer la mort des paradis fiscaux européens, de ces places financières où dans la plus grande impunité des fortunes colossales s'amasent et se blanchissent en banque, échappant complètement au fisc.

En fait, ce grand projet fait l'effet d'un pétard mouillé, tout juste bon à amuser les banquiers et leur multimilliardaires de déposants. *Libération* du 9 février rapporte ainsi quelques déclarations de directeurs de banques, au Luxembourg, «paradis fiscal» qui serait parmi les premiers visés par Delors. «Les Français sont fous» s'esclaffait l'un d'entre eux ajoutant «de toute façon, cette taxe ne passera jamais» ! A la question en effet «quelle proportion de chances lui voyez-vous de passer ?», le ministre des Affaires et du Trésor luxembourgeois se contentait de répondre «nulle» ! Quant à Jersey, l'une des îles anglo-normandes où fleurissent les sociétés bidon au rythme de 3 500 par an tant le régime fiscal est séduisant, les banquiers n'ont pas non plus l'air de s'inquiéter : «L'Angleterre ne peut rien nous imposer...».

Bref, ce n'est pas demain la veille que les politiciens de la Communauté européenne pourront imposer quoi que ce soit aux banquiers, spéculateurs et autres hommes d'affaires qui se jouent du fisc. Sans compter qu'à la moindre petite gêne, ces messieurs pourraient toujours d'un coup de téléphone transférer leurs milliards dans d'autres paradis fiscaux, plus éloignés, certes, mais tellement tranquilles, comme ceux que sont les îles Salomon, les Seychelles, le Spitzberg ou Saint-Pierre et Miquelon...

L. P.

Le congrès de «Mémorial» anti-stalinien

vienne» et par d'autres qui, à l'instar de Sakharov, affichent ouvertement leur conviction qu'il faut un «*rapprochement du système socialiste et du système capitaliste*».

tisme n'est pas la démocratie prolétarienne. Et il reste encore à démontrer que le règne de la bureaucratie soviétique peut s'accommoder ne serait-ce que d'un multipartisme institutionnalisé.

VERS LE MULTIPARTISME EN URSS ?

Certains des animateurs de «Mémorial» semblent le

turer» l'économie au détriment de la classe ouvrière, en même temps que de s'intégrer davantage au marché capitaliste international.

L'avenir dira si, même en Hongrie, et même dis-

infiniment plus circonspecte, et dans le domaine économique, et dans le domaine politique, que ce qu'elle tolère dans certains pays de son glacis. Si la bureaucratie soviétique a

LA PERESTROÏKA ET SES LIMITES

Hommage aux
victimes du
stalinisme.



Gamnia

au moins autant de craintes du côté de la classe ouvrière que les dirigeants des pays de l'Est, elle a aussi à craindre du côté de la bourgeoisie. Dans le domaine de la «restructuration» économique, la bureaucratie soviétique fait bien moins que ce qu'elle dit - et pourtant, elle dit bien moins que ce que disent les dirigeants des États des pays de l'Est.

Même si certains initiateurs de «Mémorial» caressent l'espoir de transformer le mouvement en parti d'opposition - et il n'est pas dit qu'ils soient la majorité, tant nombre d'entre eux sont «réformateurs» exactement dans les limites autorisées par Gorbatchev - il n'a jamais été question dans la bouche d'aucun des représentants officiels de la bureaucratie d'abandonner le régime du parti unique. Même un Sakharov, autorisé à servir de faire-valoir à Gorbatchev, représentant en chef de la bureaucratie, et d'aller à ce titre en Arménie tenter d'apaiser les esprits, s'est fait taper sur les doigts dès qu'il a exprimé son soutien aux revendications arméniennes. Alors, des milliers de Sakharov - même seulement des Sakharov - organisés avec le droit légal de s'exprimer ?

Tolérer, voire favoriser une association pas tout à fait dans la ligne, mais cantonnée à l'intelligentsia et à ses préoccupations, est une chose. Mais la preuve reste encore à administrer que la bureaucratie peut accepter l'existence de deux ou de plusieurs partis, et des débats politiques qui vont avec, et qui risquent de déborder les cadres fixés d'en haut (et les mouvements nationaux ont montré avec quelle rapidité ces cadres peuvent être débordés).

Georges KALDY

L'association «Mémorial» a tenu officiellement son congrès constitutif le week-end du 28-29 janvier à Moscou. Cette association a été créée à l'origine pour défendre l'idée d'ériger un monument à la mémoire des victimes du stalinisme et pour récolter des fonds à cet effet. Elle a progressivement élargi son champ d'action à la dénonciation de la répression stalinienne, bénéficiant de la tolérance des autorités, dans le même esprit qui a poussé Gorbatchev non seulement à réhabiliter un Sakharov, mais à en faire une sorte d'ambassadeur itinérant au dehors et une caution auprès de l'intelligentsia libérale au dedans. Relayé par certains organes de presse de l'intelligentsia comme la *Lit'eratournaya Gazeta* et *Ogoniok*, «Mémorial» a réussi, en tant qu'association informelle, à collecter plusieurs centaines de milliers de signatures sur une pétition et à constituer des sections dans plus d'une centaine de villes à travers l'URSS.

UNE ORGANISATION COMPOSITE

Par ses critiques du passé stalinien, par son aspiration affichée à une démocratisation du régime, l'association semble susciter un certain enthousiasme et des vocations militantes parmi les intellectuels. Elle apparaît, par la force des choses, dans l'URSS des bureaucrates et du parti unique, comme une sorte de formation politique sinon opposée au parti stalinien au pouvoir, du moins différente. Elle est devenue tout naturellement un champ d'action pour différentes forces politiques qui cherchent à s'organiser. Certaines de ces forces politiques militent manifestement pour transformer, de plus en plus ouvertement, l'association en un parti politique d'opposition. Mais avec quelles idées ? Quel programme ? Et, pour autant qu'on

puisse le mesurer, quelles chances de succès ?

Tant que «Mémorial» en reste pour l'essentiel à critiquer le passé stalinien, il peut drainer dans ses rangs et y faire coexister toutes sortes de courants politiques en accord sur cette critique de ce passé, même si leurs idées divergent, voire s'opposent par ailleurs quant à l'avenir. «Mémorial» attire aujourd'hui dans ses rangs des staliens sauce Gorbatchev, des libéraux ouvertement pro-occidentaux, en passant par des sociaux-démocrates. Il se peut qu'il attire dans ses rangs également des femmes et des hommes qui critiquent le régime du point de vue d'un retour à la Révolution d'Octobre, du point de vue du prolétariat. Mais ce ne sont manifestement pas eux qui donnent le ton, et sûrement pas dans l'équipe qui en assure la direction. Cette équipe dirigeante est marquée par des hommes qui affirment rester entièrement dans la perspective de la «*perestroïka gorbatché-*

C'est dire que, pour divergentes que puissent être les idées exprimées, et surtout, les arrière-pensées des initiateurs de «Mémorial», elles ne représentent pas les intérêts politiques du prolétariat. Si le prolétariat conscient devrait évidemment prendre à son compte le combat contre le stalinisme et pour la démocratie, il donnerait à ce combat un autre contenu qu'une «restructuration» limitée de l'économie de la bureaucratie, au détriment du niveau de vie de la classe ouvrière, même accompagnée d'un certain assouplissement du régime ; un autre contenu, aussi, que le retour au capitalisme à l'occidentale.

De même, ceux qui se placent sur le terrain de la révolution prolétarienne auraient à combattre le monopole du parti unique stalinien et défendraient la liberté de constituer des partis. Mais le multipartisme n'est pas la démocratie

prolétarienne. Et il reste encore à démontrer que le règne de la bureaucratie soviétique peut s'accommoder ne serait-ce que d'un multipartisme institutionnalisé.

Mais en Hongrie, l'évolution vers le multipartisme s'intègre dans un processus plus général, dominé par l'ouverture croissante du pays aux marchandises ainsi qu'aux capitaux occidentaux, et par une tentative de privatisation d'une partie de l'industrie et du commerce au profit tant de la grande bourgeoisie internationale que d'une petite bourgeoisie d'affaires locale. La promesse de multipartisme vise manifestement à associer plus largement au régime une petite bourgeoisie relativement nombreuse et socialement intéressée à cette politique économique de l'État qui a pour objectif de «rendre rentable», de «restruc-

posant, de couches privilégiées assez larges pour être susceptibles de servir de contrepoids à la classe ouvrière, l'ouverture vers l'occident signifiera pour autant multipartisme. L'exemple de la Roumanie voisine, longtemps championne dans les pays de l'Est de l'ouverture vers l'occident, montre que les deux ne vont pas nécessairement de pair. Et la Yougoslavie, qui, depuis près de quarante ans, est aussi ouverte vers l'occident que la préservation réelle ou supposée de ses intérêts nationaux le lui permet, n'en a pas moins un régime à parti unique. Cela ne tient sûrement pas à l'influence - négligeable - de Moscou ; ni à la phraséologie «communiste» de ses dirigeants, mais à la pauvreté du pays.

Et l'Union Soviétique n'est pas la Hongrie. La bureaucratie soviétique a été jusqu'à présent chez elle

Chadli propose une nouvelle Constitution

ALGÉRIE

Dimanche 5 février, en Algérie, la presse a publié le texte de la nouvelle Constitution. Cette nouvelle Constitution fera l'objet d'un référendum le 23 février prochain. Celle-ci devait, selon les instructions de Chadli, être débarrassée de toute référence «idéologique». Et c'est vrai qu'elle diffère à bien des égards de la Constitution précédente adoptée en 1976, à l'époque de Boumédiène.

C'EST OFFICIEL : L'ALGÉRIE N'EST PLUS SOCIALISTE

Pourtant, il semble que ces menaces n'intimident pas grand monde et surtout pas la classe ouvrière. Des grèves se poursuivent malgré le silence des médias. Ces derniers jours, les travailleurs du complexe de véhicules industriels de Rouiba, près d'Alger, se sont remis une nouvelle fois en grève ainsi que les travailleurs d'Air Algérie. Le pouvoir tente de faire illusion en faisant peau neuve. Mais la classe ouvrière semble savoir à quoi s'en tenir.

Chadli enlève le mot «socialisme» de la Constitution.

LA CONSTITUTION RÉÉCRITE

D'abord, la Constitution «s'actualise», si on peut dire, en reconnaissant le droit de grève. Ce droit n'était reconnu auparavant que dans le secteur privé. Mais des centaines de milliers de travailleurs algériens, en faisant grève ces derniers mois, ont imposé de fait ce droit et obligé le régime à le reconnaître «officiellement» sur le papier.

Ce que la grande presse présente comme le plus spectaculaire dans cette nouvelle Constitution, c'est que toute référence au «socialisme» a disparu. De même, si l'Islam reste religion d'Etat, si Dieu est toujours là, le FLN n'est plus son prophète ! Dans la Constitution de 1976, le FLN était reconnu comme un rouage étatique. Il devient maintenant en quelque sorte un parti comme un autre, avant d'être un parti comme les autres... puisque le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu.

Car c'est bien un régime plus parlementaire, avec le multipartisme, qu'annonce la nouvelle Constitution de l'Algérie.

Les émeutes du mois d'octobre, les grèves qui durent

depuis des mois, la mobilisation des milieux intellectuels pour la démocratie, ont accéléré les choses.

Chadli veut faire oublier son rôle de massacreur et se créer à bon compte une nouvelle «légitimité» en rejetant le vieux discours populiste et en mettant au moins sur le papier quelques principes formels du parlementarisme et de la démocratie.

UN REFLET DES ASPIRATIONS DE LA BOURGEOISIE

Cela couronne aussi une «lutte de clans» qui dure depuis des années. Cette lutte a opposé les partisans du maintien de l'étatisme (baptisé «option socialiste») en économie à ceux d'un prétendu «libéralisme», exprimant les aspirations d'une bourgeoisie enrichie à l'ombre et grâce à l'appareil d'Etat. Cette bourgeoisie remet de plus en plus en cause cette prépondérance étatique et aspire à en desserrer la tutelle.

Chadli cherche à adapter sa politique à ces nouvelles aspirations. Des mesures sont prises pour favoriser le secteur privé. Les domaines agricoles socialistes (grandes fermes étatiques) ont été démantelés.

Avec la réforme dite de «l'autonomie de l'entreprise», les sociétés nationales devraient être gérées avec pour seul critère la rentabilité, et les tutelles administratives devraient être supprimées. Le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur serait assoupli.

Dans le même ordre d'idées, l'Etat algérien fait appel de plus en plus aux capitaux étrangers et un nouveau projet de loi devrait favoriser les conditions de création de sociétés mixtes. Déjà, des capitaux canadiens se sont investis dans le tourisme. La firme Fiat est associée à une société mixte de construction d'automobiles. Le groupe français Total est impliqué dans la recherche et l'extraction des hydrocarbures...

Cette nouvelle politique économique s'est heurtée à des blocages et à une opposition au sein du pouvoir et plus particulièrement dans le FLN.

A la veille du 6^e congrès du FLN qui s'est tenu fin 1988, dans les réunions préparatoires, on a assisté à une levée de boucliers contre les réformes économiques et politiques proposées par Chadli. Pourtant, au congrès lui-même, Chadli et les libéraux l'ont emporté sur toute la ligne.

Chadli a désormais les

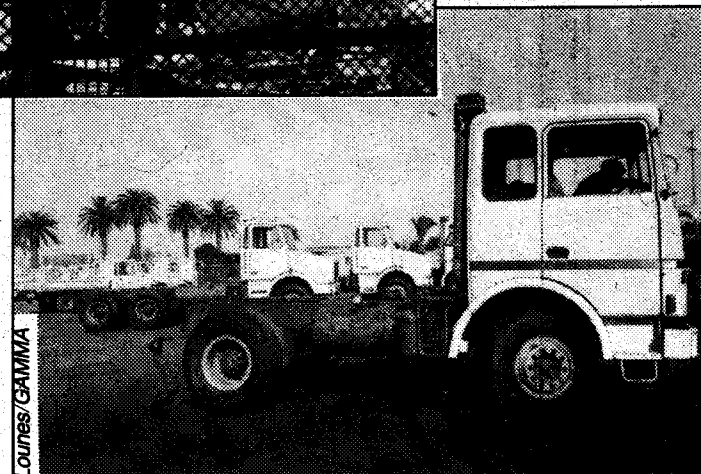


mains libres et il peut jeter aux orties le décor de dictature populiste de l'époque de Boumédiène.

LES INQUIÉTUDES DU POUVOIR

Mais Chadli a sa propre conception de la démocratie. Il a multiplié ces derniers temps les mises en garde. Le 17 janvier dernier, devant la réunion annuelle des walis (préfets), il déclarait : «*Nous refusons la méthode anarchique prônée au nom de la démocratie... De même, nous avons pu voir quelques grèves qui ont causé du tort à l'économie nationale, parce que justement ces grèves étaient anarchiques...*».

De même, en ce qui concerne la mobilisation contre la torture et pour la démocratie, on assiste à un



raidissement du pouvoir. Plusieurs manifestations et réunions publiques ont été interdites. Récemment, certains leaders de ce mouvement ont fait l'objet de mesures d'intimidation. De la part des services de répression.

L'effervescence, la mobilisation, les grèves, les comités et les associations, qui se créent un peu partout, inquiètent Chadli et il crie à l'anarchie.

Dans une ferme, après l'indépendance de l'Algérie.

L'usine de camions de Rouiba, où plusieurs grèves ont eu lieu.

Serge DONNAT

ITALIE

QUAND 1789 SÈME LA TERREUR ... CHEZ LES DIRIGEANTS D'UN PARTI COMMUNISTE

Le bicentenaire de la Révolution française fait aussi couler encre et salive de l'autre côté des Alpes. L'hebdomadaire *l'Espresso*, par exemple, y a consacré deux suppléments spéciaux. Et l'on a pu lire dans celui du 23 janvier une interview du dirigeant du Parti Communiste Italien, Achille Occhetto, particulièrement édifiante.

Le PCI, qui a choisi comme slogan pour son prochain congrès en mars «*Pour un réformisme fort*», a déjà depuis longtemps réglé ses comptes avec la Révolution russe, la lutte des classes et le marxisme. A présent, même la Révolution française, avec ses sans-culottes armés et désordonnés, ses rois décapités, «l'auto-exaltation» des Jacobins, comme dit Occhetto, fait

honte à ce parti qui se dit communiste mais qui voudrait tant que les bourgeois oublient ses origines.

Alors pour la Révolution française, dit Occhetto «*si nous nous arrêtons en août 1789 (...) à la déclaration des droits de l'homme, le PCI est fils de ce grand geste de l'histoire*». Après quoi le fils dégoûté renie purement et simplement la mère devenue marâtre. Et de citer... Madame de Staël, qui après le 6 octobre 89, le roi ramené à Paris par la foule affamée, disait : «*La révolution a changé d'objet et de sphère : ce n'est plus la liberté mais l'égalité qui en devenait le but. Hélas, trois fois hélas !*» De ce point de vue la Révolution d'Octobre est répudiée, elle aussi, une fois de plus ; elle a «*forcé sur le terme d'égalité*» et, tout en ayant «*parlé un langage*

universel aux peuples du Tiers Monde», elle «*est entrée au contraire dans un rapport contradictoire avec les problèmes de l'Occident*». Occhetto a, lui, la clé pour résoudre ce «*rapport contradictoire*» : la «*révolution non-violente*». «*Depuis que l'histoire est entrée dans l'ère de la démocratie, tout a changé : il suffit, dit-il, d'étendre la démocratie à tous les pouvoirs*». En Occident, «*où la démocratie politique a triomphé, c'est le moment de commencer à faire triompher aussi la démocratie économique. (...) Et les forces les plus intelligentes du capitalisme le savent bien, elles aussi*», déclare Occhetto.

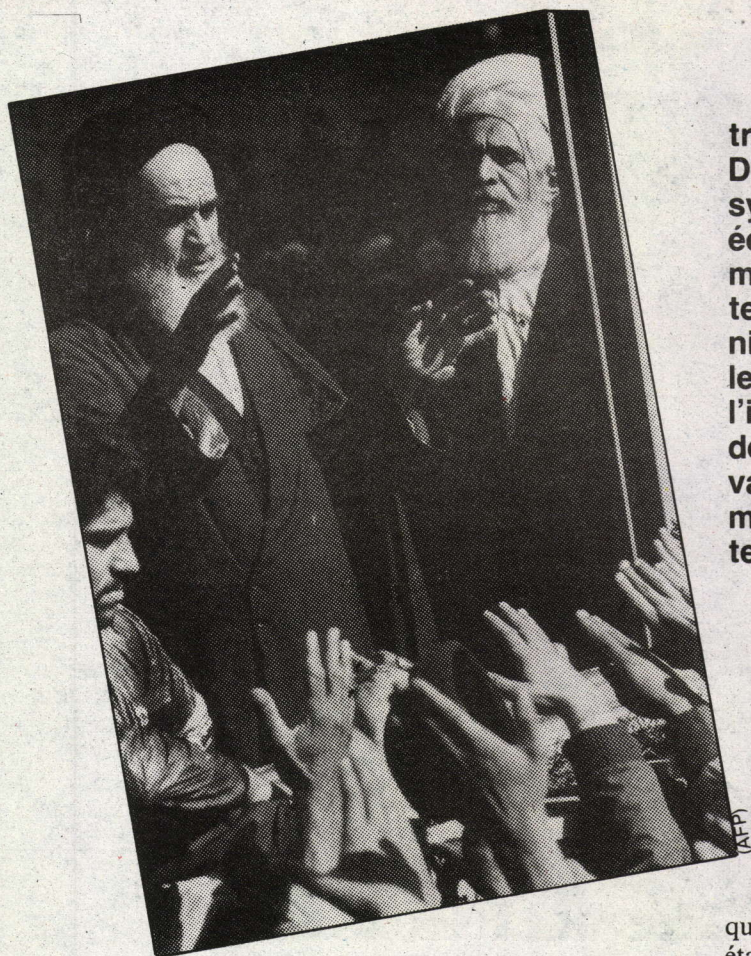
Quant au crétinisme parlementariste des partis dits ouvriers, Occhetto en offre un splendide exemple.

Françoise FOURNIER

IL Y A 10 ANS : Téhéran,

LA VICTOIRE DE KHOMEINY,

UNE RÉVOLUTION



La visite du ministre français Roland Dumas à Téhéran symbolise bien, à son échelle, le renversement intervenu au terme de ces dix dernières années dans les relations entre l'impérialisme et l'Iran de Khomeiny. D'épouvantail, celui-ci s'est métamorphosé en interlocuteur possible.

Il y a précisément dix ans que l'ayatollah Khomeiny était porté au pouvoir par une insurrection populaire qui renversait la monarchie

des Pahlavi. L'événement eut un impact considérable et se fit sentir dans tout le Moyen-Orient. Non seulement les monarchies réactionnaires du Golfe, mais aussi le régime nationaliste laïque de l'Irak voisin purent se sentir menacés. Les répercussions se firent sentir même plus largement dans le monde arabe et musulman.

Sous une direction religieuse qui lui imprima ses caractères propres, cette victoire était celle d'un soulèvement nationaliste solidement ancré dans les masses populaires et qui lançait un défi à la toute-puissance de l'impérialisme américain, protecteur de longue date du monarque déchu.

Aujourd'hui, sur les dix années d'existence du nouveau régime, huit ont été consacrées à la guerre, non pas contre les Etats-Unis, mais contre l'Irak voisin, pays lui aussi victime de l'impérialisme. Et au terme de cette guerre, on assiste à la

consécration de la domination économique et politique de l'impérialisme sur la région. Comme l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran de Khomeiny, ravagé, en est plus dépendant que jamais. Les dirigeants iraniens montrent désormais ouvertement leur désir de devenir des interlocuteurs «respectables». La visite de leur Premier ministre au pape de Rome en est tout un symbole ! Ils veulent réintégrer en quelque sorte les circuits normaux du monde capitaliste occidental. Le régime nationaliste iranien s'est vidé de sa force initiale. Aujourd'hui, l'Iran de Khomeiny n'est plus un défi pour l'impérialisme. Pour celui-ci, «il est temps de parler avec l'Iran» comme l'a dit Kissinger.

DU SOULEVEMENT DES MASSES POPULAIRES...

C'est l'insurrection de la population de Téhéran les 9,

10 et 11 février 1979 qui porta Khomeiny au pouvoir, au terme d'une longue série de manifestations massives qui, telles une lame de fond, ébranlaient le trône depuis février 1978. Tout un peuple se soulevait contre une dictature haïe, qui ne s'appuyait dans le pays que sur son armée et sa police politique.

Le régime du chah, depuis des décennies, narguait la misère populaire par l'ostentation de son opulence et la morgue d'une mince couche de privilégiés et de parvenus. Il frustrait toute une bourgeoisie petite ou moyenne des avantages du pouvoir, il réprimait la jeunesse intellectuelle. Dans son affectation de modernisme à l'occidentale, il choquait les masses misérables, surtout leurs sentiments religieux et s'aliénait un puissant clergé au sein duquel des dignitaires comme Khomeiny attendaient leur heure.

Pendant toute l'année

Relations franco-iraniennes

DROITS DE L'HOMME OU PAS, LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Michel Rocard, du haut d'une tribune de l'ONU, le 6 février dernier, a vigoureusement dénoncé «les conditions inhumaines» faites au «malheureux peuple roumain». Interrogé sur la contradiction qu'il pouvait y avoir entre cette position (et le refus de Mitterrand de se rendre en visite officielle en Roumanie) et le voyage de Roland Dumas, le ministre des Affaires étrangères français, en Iran, alors que depuis la fin de la guerre Irak-Iran on assiste dans ce pays à des milliers d'exécutions sommaires, les opposants étant systématiquement sortis de leurs prisons pour être tués, Rocard a répondu qu'en Iran, «le sens de la pente est plutôt ascendant, même si nous ne sommes pas au sommet des droits de l'homme». Ascendant dans quel sens ? Dans celui de la liquidation de tous les opposants, en particulier les membres du Parti Communiste et les Modjahedines du Peuple ?

Les journalistes ont traité la réponse de Rocard «d'embarrassée». Le fait est que Rocard n'a pas eu le culot de

répondre que, s'il y avait deux poids deux mesures, c'est parce qu'il avait aujourd'hui des affaires à

traiter pour les capitalistes français en Iran et que, droits de l'homme ou pas, les affaires sont les affaires !

En effet, avec la fin de la guerre du Golfe on estime à 50 milliards de dollars par an le marché de la reconstruction en Iran. Les investissements civils, bloqués par huit ans de guerre, commencent à se multiplier. Et les établissements français voudraient bien être à même de recommencer les opérations fructueuses - ils traitaient près de la moitié des opérations commerciales avec l'Iran - interrompues en 1983, année où elles avaient été remises en question par la livraison d'avions de combat français à l'Irak.

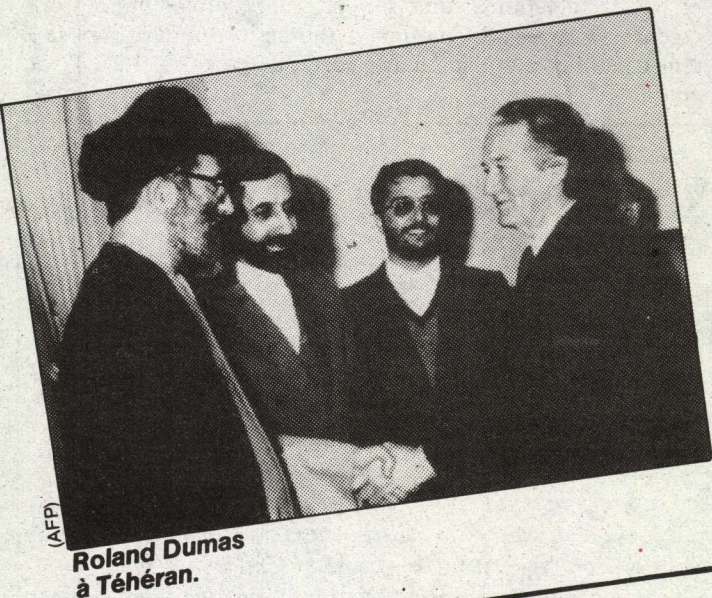
Le ministre des Affaires était chargé de renouer les contacts. Il a accompli sa mission, on ne sait pas encore avec quels résultats, l'homologue iranien de Roland Dumas ayant jugé bon, au dernier moment, de rappeler

que «la France n'avait pas tenu ses promesses», en ne libérant pas le terroriste Naccache, contre-partie accordée, affirme-t-il, en échange de la libération des otages français détenus au Liban, à la veille de l'élection présidentielle.

Mais Peugeot n'avait de toute façon pas attendu Roland Dumas pour passer un contrat, ni la BNP et la Société Générale pour réactiver leurs bureaux. Le Crédit Lyonnais et Paribas s'approprient à faire de même. Tous en piste, pour être prêts au moment où le gouvernement iranien décidera de demander des crédits et de passer des commandes !

Que peuvent donc bien peser, en regard de ces milliards à glaner, aux yeux des représentants officiels des capitalistes français, les Dumas, Rocard, etc., la vie de quelques milliers d'opposants, la répression et les tortures ?

Sylvie FRIEDMAN



Roland Dumas à Téhéran.

février 1979

ESCAMOTÉE

1978, les masses populaires de la plupart des villes d'Iran se lancèrent dans la rue pour réclamer le départ du chah. A l'appel de Khomeiny, les mains nues, elles bravèrent les fusillades et y laissèrent des morts par centaines, car le pacifisme n'était que de leur côté.

En février 1979, avec le consentement discret des sommets de l'armée, Khomeiny revint enfin de son exil en France, et le chah dut partir. Il laissait cependant un gouvernement fantoche derrière lui, et il fallut les journées insurrectionnelles de Téhéran pour donner le coup de boutoir décisif.

... A L'INSTAURATION DE LA DICTATURE ISLAMIQUE

Il n'était nullement dans les intentions de Khomeiny ni dans celle des possédants iraniens, dont il défendait en fin de compte les intérêts, de mener le soulèvement populaire jusqu'à un changement réel de la condition des masses. Mais Khomeiny n'hésita cependant pas à s'appuyer sur elles, sur leurs couches les plus déshéritées, pour prendre des initiatives antiaméricaines, dont la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran en novembre 1979 fut la plus spectaculaire.

Cette politique, qui montrait un régime incontestablement populaire capable de tenir tête à la plus grande

puissance mondiale, trouva un écho auprès de larges masses dans les pays opprimés par l'impérialisme, en même temps qu'à l'intérieur de l'Iran la démagogie populiste des religieux répondait aux aspirations des plus démunis à une certaine revanche sociale.

La guerre déclenchée par l'Irak en septembre 1980 permit ensuite à Khomeiny de mobiliser la population sur le thème du patriotisme, de se débarrasser en les anéantisant de toutes les oppositions politiques, de militariser la vie sociale - en même temps qu'elle enrichit toute une couche de bourgeois et de nouveaux parvenus. La dictature connut dès lors une stabilisation.

★ ★ ★

Aujourd'hui, avec la fin de la guerre, de nouveaux problèmes se posent dans un pays décimé et où de larges couches de la population manquent de tout. Dans l'immédiat, le pouvoir a répondu par l'intensification de la répression et les massacres de prisonniers politiques, en même temps qu'il remet à l'honneur les jeux du stade, en guise de 10^e anniversaire des journées de février 1979...

Le bilan du régime de Khomeiny est tragiquement lourd pour les masses populaires d'Iran. Elles ont certes payé

cher pour le porter au pouvoir, et elles ont payé incommensurablement plus cher encore ensuite, en vies humaines et en souffrances, sa politique de rivalité guerrière avec l'Irak, qui s'est prolongée pendant des années après que l'invasion irakienne eut été repoussée. Mais il est vrai que, pendant toute l'époque où elles étaient mobilisées, elles n'ont trouvé que ces dirigeants-là pour proposer à leur détermination une perspective claire : chasser le chah. Aucune parmi les organisations politiques qui existaient, y compris celles qui se disaient progressistes voire marxistes, ne leur ont proposé d'autre perspective. En présence du mouvement des masses, c'est à Khomeiny qu'est allée leur allégeance. Parce qu'au fond ces militants se plaçaient sur le même terrain, celui du nationalisme.

L'impressionnant potentiel de lutte que les classes populaires iraniennes ont montré en 1978-79 a été dilapidé et dévoyé, d'une façon particulièrement sanglante. Mais c'est toujours à ce type d'impasse que les dirigeants nationalistes, quels qu'ils soient, et même si l'aspect obscurantiste et réactionnaire de la religion rend certains plus repoussants que d'autres, condamnent les mouvements populaires à notre époque.

Christiane LE GUERN

LES MASSACRES D'OPPOSANTS

La description suivante est extraite d'un communiqué des «Modjahedines du Peuple d'Iran» :

«Alors que les vagues d'exécutions des prisonniers politiques se poursuivent dans les différentes villes iraniennes, des centaines de cadavres d'exécutés ont été découverts ces dernières semaines dans des fosses communes.

Selon des témoins oculaires, les pasdarans (les hommes de main du régime - NDLR) ont creusé une très grande fosse près de la route Someesara-Kasma dans la province de Guilan, et y ont enterré en une nuit le chargement de plusieurs camions de cadavres. (...) A Ispahan, les pasdarans ont enterré ces

dernières semaines les cadavres des exécutés politiques par groupes de 100, 60 et 40 dans les fosses communes 5 au cimetière Baghe-Rezvan.

A Téhéran (...) les agents du régime Khomeiny ont enterré de nombreux fusillés dans un très grand canal creusé au carré 93 du cimetière Behecht-Zahra. Dans les carrés 106, 107 et 109 de ce même cimetière, les familles des prisonniers politiques viennent de découvrir un nombre considérable de tombes de leurs proches.

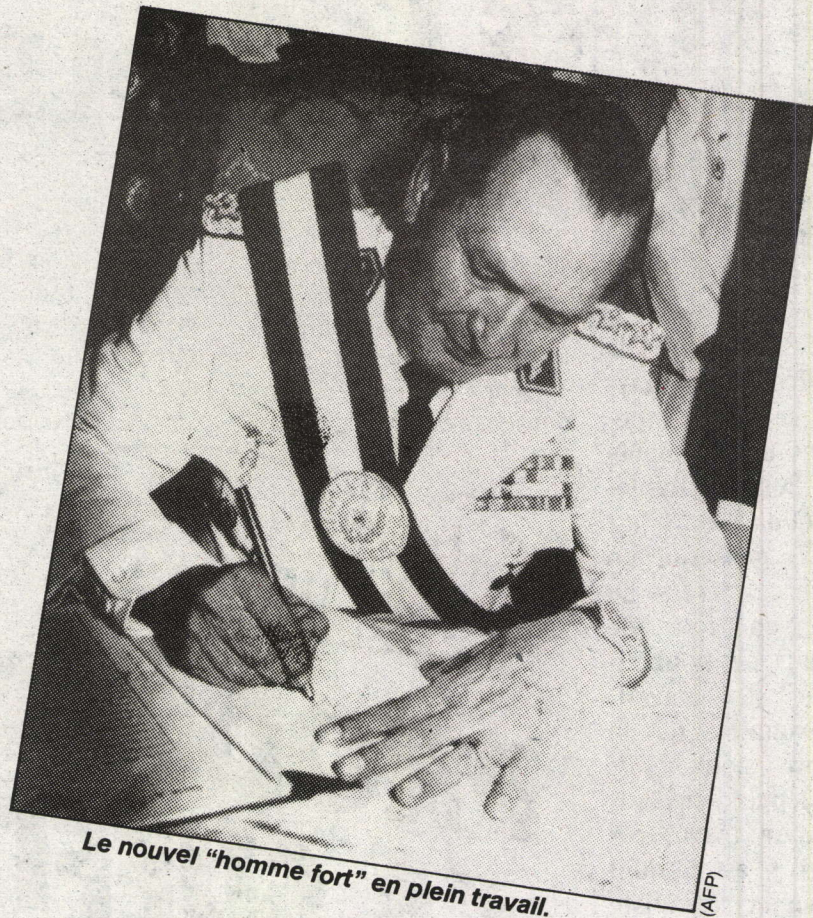
Pour ne pas attirer l'attention de la population et ne

pas soulever les protestations populaires, les pasdarans de la prison d'Evine transportent depuis peu les cadavres de leurs victimes dans des minibus dont ils ont enlevé les sièges, et revêtent l'uniforme des employés du cimetière. (...)

Selon les derniers rapports provenant d'Iran, ces dernières semaines, ont été exécutées 94 personnes dans le bourg d'Abhar, 60 personnes du quartier de Khazaneh (sud de Téhéran), 40 personnes de l'avenue Rey (sud de Téhéran) et 11 personnes du quartier Norouz-Khan du bazar de Téhéran».

(16 janvier 1989)

D'UN GÉNÉRAL À L'AUTRE



Le nouvel "homme fort" en plein travail.

Au Paraguay, un putsch militaire vient de renverser le dictateur Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis près de 35 ans. Son successeur, le général Rodriguez, qui s'est ainsi imposé par un coup de force, auquel semble-t-il seule la police a résisté, était pourtant un enfant du sérail. Une de ses filles a épousé un fils Stroessner, et il était un proche du dictateur dont il fut longtemps le bras droit.

Mais Stroessner voulait que son propre fils lui succède. Dans la guerre pour la succession qui a entraîné depuis plusieurs années des remous dans l'armée et le Parti Colorado, les deux piliers du pouvoir, l'ambitieux général Rodriguez s'était retrouvé mis sur la touche. Le général Rodriguez a donc une large expérience des méthodes dictatoriales. Comme il a une très large expérience des mœurs et des pratiques corrompues d'un régime où une coterie de dirigeants sans scrupules considèrent le pays tout entier comme leur domaine privé. Sa réputation de roi de la cocaïne et du trafic de drogue (une des activités économiques les plus lucratives du pays) finit de compléter le portrait de ce potentat sans scrupules.

Cela n'empêche bien sûr pas le général Rodriguez de tenter de capitaliser les espoirs de retour à la démocratie de la population de ce pays. Pendant plusieurs décennies le Parti Colorado

de Stroessner a régné en maître et encadré tyranniquement la population. Des générations d'opposants politiques, communistes et socialistes surtout bien sûr, mais aussi simplement libéraux, ont connu l'exil, ou la prison et les tortures dans les geôles d'un Stroessner qui ouvrait grandes ses frontières à d'anciens nazis en quête d'un pays d'adoption. En 1965, puis à l'occasion de plusieurs élections tout aussi frauduleuses, plusieurs partis ont bien été tolérés mais leurs membres et leurs militants n'ont cessé d'être pourchassés. Depuis 1980 la presse a périodiquement bénéficié d'une certaine souplesse, mais aucun parti n'a pu réellement se reconstituer.

Alors aujourd'hui le vieux routier de la dictature a beau se dire partisan d'une démocratie «tangibile», celle-ci a toutes les chances d'être fort difficile à appréhender pour les Paraguayens. D'ailleurs Rodriguez n'a pas caché qu'il trouvait totalement normales

les élections truquées du temps de Stroessner.

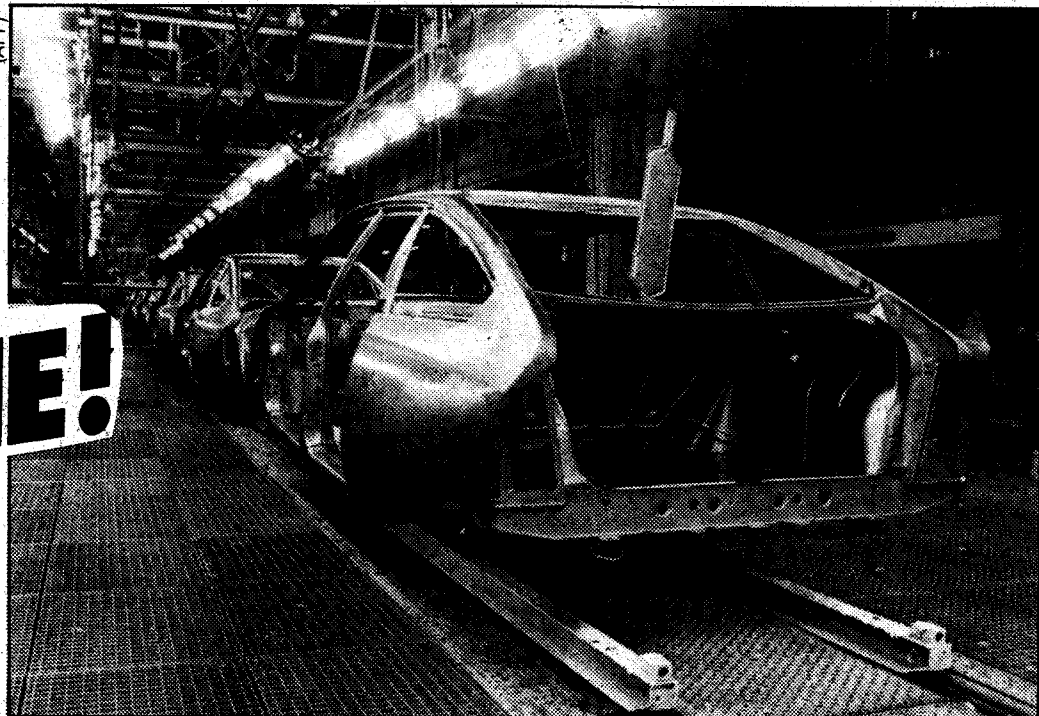
Aux représentants de l'opposition partisans de reporter les élections à plus tard pour avoir le temps de s'organiser et de faire campagne, Rodriguez a répondu en maintenant la date du 1^{er} mai pour ce prochain scrutin. Il ne répond pas positivement non plus à ceux qui réclament une révision immédiate de la Constitution qui donne d'office 2/3 des sièges au parti qui obtient la majorité relative. Et sur tous les points, en deux jours, Rodriguez a déjà révisé en baisse ses quelques belles paroles du début.

Alors l'enthousiasme ou la simple satisfaction de voir Stroessner, ce dictateur pourri, corrompu, brutal et cynique, semble avoir déjà fait place à un scepticisme et une amertume justifiés. Le remplaçant vaut son ancien maître. Et si un vent de liberté doit souffler sur le Paraguay ce n'est pas de lui qu'il viendra.

Henriette MAUTHEY

Citroën
Aulnay

CALVET, PLEURE PAS LA BOUCHE PLEINE!



Citroën-Aulnay

(des primes d'assiduité), mais c'est bien parce qu'ils se sont mobilisés et ont imposé le respect de leurs droits !

Quant aux intérimaires dont la mission n'a pas été

renouvelée, - ils sont une quinzaine actuellement -, ils sont bien décidés à aller devant les tribunaux pour obtenir tous leurs droits, y compris celui à l'embauche !

Correspondant LO

Citroën
Saint-Ouen

PRODUCTION À TOUT PRIX, ÇA SUFFIT

recupérant un jour en semaine.

L'usine tournerait six jours sur sept et il n'y aurait plus d'heures supplémentaires. Mais alors, en semaine, il pourrait manquer du person-

nel. La direction veut donc planifier les repos : «Toi, tu récupères lundi, tu récupères mardi, etc.». Elle compte répercuter le travail en plus, en semaine, sur les autres.

Mais les ouvriers qui sont venus une fois ne sont pas volontaires pour faire partie de cette équipe permanente

du samedi. De plus les OS balayeurs étant mis en fabrication, l'usine n'est nettoyée qu'occasionnellement. L'inspectrice du travail est intervenue et la direction a demandé aux ouvriers et aux employés de bureau de balayer en plus de leur travail. Les nombreux balais distribués sont bien la seule chose qui reste propre dans l'usine.

Avec le surcroît de travail depuis le début janvier, la direction fait appel à des inté-

rimaires dont une partie ne reste qu'une journée ou deux, le temps de visiter l'usine, et va voir ailleurs. Un ouvrier intérimaire, a même refusé l'embauche vu le maigre salaire proposé.

Dans les vœux de fin janvier le PDG Calvet a rappelé que le travail ne manquerait pas. Cela on le savait déjà, quant au salaire soi-disant augmenté de 3,6% en 88, des travailleurs ont surtout vu que la paie de janvier 89 était inférieure à celle de janvier 88 !

Correspondant LO

Chaffoteaux et Maury (Saint-Brieuc)

NON AUX LICENCIEMENTS!

Depuis le 31 janvier, des débrayages quotidiens ont lieu à Chaffoteaux-Saint-Brieuc pour protester contre la première vague de licenciements prévue à la mi-mars. C'est en effet ce jour-là que s'est réuni le comité d'entreprise qui avait pour objet l'examen de la suppression de 199 postes et le licenciement sec de 61 travailleurs. 47 autres participaient dans le cadre des pré-retraites à 65 ans, les 91 restants seront mutés dans des sociétés indépendantes.

Les syndicats CGT et FO avaient appelé les travailleurs à débrayer à la réunion du CE. À 15 heures, une centaine de travailleurs ont envahi la réunion. Deux cents autres restent à l'extérieur de la salle. Le ton est monté

quand la direction a annoncé la liste des catégories du personnel touché. En effet, 34 OS, 10 professionnels, 9 employés, 5 techniciens, ainsi qu'un cadre et deux agents de maîtrise font sur la liste des licenciés. Or, la direction, depuis des mois, disait que les ateliers seraient très peu touchés par cette première vague de licenciements.

Une fois la liste connue, le responsable de la CGT proposa de quitter la réunion, et d'aller faire un tour au magasin-expédition, où deux camions de chaudières furent vidés sur-le-champ. Depuis, chaque jour, la CGT appelle à débrayer entre une demi-heure et une heure, et coupe les entrées des ateliers et la salle. Le ton est monté

Les débrayages des 1^{er}, 2^e et 3^e février ont été bien suivis, entre cinq cents et six cents travailleurs. À chaque fois, mais seulement une centaine participant activement aux actions, les autres regardant. Ces actions surprises, comme le démenagement des colis dans les magasins, arrivage et expédition, le remplacement des drapeaux algériens et libanais par les drapeaux «CGT contre les licenciements» ou le charivari dans le bureau du directeur général de l'usine qui, entre autres, a permis de trouver dans les papiers le deuxième plan de licenciements prévu et transmis au ministre l'été 1987. Les débrayages ont permis de faire connaître les raisons de la situation et de montrer que les licenciements ne sont pas une solution

leurs tout en faisant mal au portefeuille du patron, et qui, de plus, permettent de tenir longtemps.

Mais parmi les travailleurs du rang, des voix s'élèvent pour dire que ces actions tous azimuts ne permettront certainement pas de s'opposer aux plans de licenciements même si elles semblent correspondre à la combativité actuelle du mouvement. Et même si aujourd'hui une petite minorité seulement se dit pour la grève, il n'en est pas moins vrai que, si nous ne nous laissons faire cette fois, nous serons confrontés à de nouvelles situations dans quelques mois, alors que nous serons moins nombreux et moins forts. C'est pourquoi nous devons continuer à lutter, à nous organiser, à nous défendre, à nous unir. C'est la seule solution possible. Correspondant LO

Orangina
La Courneuve

LA GRÈVE SUR LES SALAIRES CONTINUE!



Chez Orangina, à La Courneuve, le week-end des 4 et 5 février est passé sans entamer la détermination des grévistes, bien au contraire. Jeudi 9, la grève (pour les 1 500 F, les conditions de travail...) rentrera dans son huitième jour. La production comme la sortie des bouteilles sont toujours complètement bloquées. Au moment où nous écrivons, il n'y a rien de concret de la part de la direction. Mais ses petites manœuvres sont des premiers reculs.

Jeudi 2, les grévistes ont décidé d'empêcher l'entrée dans l'usine des ouvriers d'entreprises extérieures (une dizaine) qui travaillaient à l'Entretien et remontaient une ligne d'embouteillage. Le vendredi matin, le piquet de grève les a juste laissés récupérer leurs outils. Par ailleurs la direction n'a pas renouvelé la mission des intérimaires. Il ne reste plus «au travail» que les bureaux de la direction, l'essentiel du Laboratoire, les divers cadres et certains agents de maîtrise, plus un ou deux ouvriers et les saisonniers. Mais en fait ils n'ont plus grand-chose à faire. Il y a environ 120 grévistes sur 150 salariés ; 60 au moins restent toute la journée à l'usine, assistent à toutes les assemblées générales (2 par jour maintenant), et pratiquement tout le monde passe aux nouvelles chaque jour.

Le week-end, les travailleurs en grève ont tenu à assurer une présence dans l'usine, de même que 2 ou 3 restent chaque nuit.

Samedi et dimanche il y a eu un roulement des volontaires, plus ou moins regroupés par nationalités. La plupart ont peu dormi, préférant discussions, repas en commun, jeux de cartes ou musique. Mais il y a eu aussi la visite surprise du chef du personnel le samedi midi et celle du directeur le samedi soir. Ils venaient certainement pour voir s'il y avait moyen d'entamer le moral des grévistes. Ils s'inquiétaient des problèmes d'argent des ouvriers les plus mal payés, se demandant hypocritement s'ils pourraient tenir ! En attendant, les travailleurs présents leur ont rappelé leurs motifs de colère et qu'ils étaient décidés à tenir le temps qu'il faudrait.

Jeudi 2, la direction

générale (installée à Aix) ne proposait que d'avancer le prochain Comité central d'entreprise d'avril au 6 mars, pour y parler des primes. Puis mardi 7 et mercredi 8, elle proposait d'entamer des négociations sur «l'harmonisation» des salaires le 13 février (La Courneuve étant un site où les salaires sont particulièrement bas). Mais elle veut négocier cela avec les délégués syndicaux centraux seule-

ment, et dans les bureaux de Levallois. Enfin elle acceptait mercredi 8 que chaque délégué central se fasse accompagner de 2 personnes. L'ensemble des grévistes a repoussé toutes ces propositions bidon lors des votes en assemblée générale. Les travailleurs veulent que seuls les grévistes soient représentés aux négociations éventuelles, et avec au moins tous les délégués syndicaux et délégués du personnel (des 4 syndicats soutenant la grève). Surtout il est hors

de question que les discussions aient lieu ailleurs qu'à La Courneuve, sous le contrôle des ouvriers en grève.

Mercredi 8, s'adressant aux ouvriers du piquet, le directeur de l'usine a maladroitement essayé de défendre la politique de la direction générale. Plusieurs travailleurs lui ont dit qu'ils ne voyaient pas pourquoi la direction générale aurait peur de venir à La Courneuve, tandis qu'un autre rappelait que, ceci dit, si elle donnait les 1 500 F d'augmentation (qu'elle le décide où elle veut !) tout irait bien.

A force de répéter que les salaires ne peuvent pas se négocier seulement sur Orangina-La Courneuve (ce qui est faux), il risque de donner l'idée aux grévistes d'aller s'adresser aux ouvriers des usines de La Courneuve, ou d'usines du groupe Ricard de la région parisienne. Pour le moment, un tract signé par les organisations syndicales a été distribué à la gare et dans la rue autour de l'usine, *Le Parisien* a passé des articles et FR3 est venu filmer. Certains ouvriers se demandent comment profiter du nombre de grévistes présents à l'usine et décidés à gêner plus les patrons.

La direction commence certainement à perdre beaucoup d'argent : chaque jour de travail sortent normalement au moins 70-80 camions, avec 1,5 million de bouteilles. Le mot d'ordre reste «pas de salaire, pas de travail !»

Correspondant LO

Heudebert
Toulouse

QUINZE JOURS DE GRÈVE TOTALE

A l'usine Heudebert de Toulouse, la grève en est au moment où nous écrivons à son quatorzième jour. La production est toujours totalement bloquée. Les piquets de grève occupent toujours l'entrée de l'usine. Depuis le 1^{er} février, la CGT appelle à une assemblée générale le matin, où l'on compte environ cent-vingt grévistes.

Malgré une deuxième lettre envoyée par la direction du personnel pour recenser les non-grévistes, ainsi qu'une manœuvre pour les faire venir à la porte chaque jour signer un registre donnant droit au salaire, les

non-grévistes n'étaient qu'une trentaine à se présenter. De toute façon, la direction n'aurait pas été là pour les accueillir, puisqu'elle a déserté l'usine depuis le 1^{er} février. La grève est donc toujours aussi forte.

Les grévistes ont d'ailleurs commencé à populariser leur grève auprès de la population. Leur meilleure carte de visite, c'est leurs revendications : 1 500 F pour tous, l'embauche des contrats à durée déterminée, le paiement des heures de grève. Distributions des tracts et collectes se sont faites sur les marchés

ouvriers, ainsi qu'à l'usine de chimie Grande-Paroisse.

C'est cette détermination des grévistes qui explique que la direction, après avoir tenté de faire monter les délégués CGT à Paris, pour «discuter», s'est décidée à envoyer un de ses représentants à Toulouse. La rencontre s'est déroulée à la Cité administrative. A croire que la direction ne se sent plus chez elle dans son usine !

La direction ne voulait discuter qu'avec les élus de l'usine. Mais les travailleurs les ont accompagnés à une bonne quarantaine, la direction a été bien obligée



d'entendre les grévistes qui, dans le couloir, scandaient : «Pas de discussions, des négociations» ou encore «Des sous, des sous».

Rien n'a été lâché par la

direction, à l'issue de cette entrevue. C'est donc en criant «On continue, on continue» que les travailleurs lui ont signifié qu'ils ne céderaient pas non plus

Kléber
Industrie - Nevers

LA FLEXIBILITÉ DANS LE CAOUTCHOUC!

Chez Kléber, le problème n° 1 en ce moment, c'est les salaires. Ils vont de 4200 F à 5000 F net. Beaucoup de travailleurs se demandent comment faire pour avoir de l'augmentation.

Le patron a trouvé une solution : la prime d'objectif.

Celle-ci pourrait être basée soit sur la production, soit sur la qualité ou l'assiduité. Beaucoup de gars en parlent et disent qu'il faudrait «quelque chose de juste où on ne se fasse pas avoir». Mais justement, une prime basée sur la production (c'est ce qui semble se dégager) est pleine de pièges. La production est calculée au niveau de chaque atelier et ils sont indépendants les uns des autres. De peur de perdre la prime, on pourrait voir des ouvriers faire la police entre eux : Untel en retard, Untel qui n'a pas travaillé assez. Pour le plus grand bonheur des chefs.

Avec cette prime, la direction voudrait nous imposer autre chose. Le 13 janvier, la chambre patronale du caoutchouc a fait une proposition de projet

sur l'aménagement du temps de travail aux syndicats. Si cela devait être appliqué, le patron de Kléber pourrait nous faire travailler de 34 h à 44 h par semaine suivant sa volonté. Cet horaire pourrait s'appliquer au niveau de l'usine, d'un atelier ou d'un service. Les heures supplémentaires ne seraient plus payées mais récupérées, suivant la volonté des chefs, bien sûr. Le patron aurait la possibilité (sans passer par l'inspecteur du travail) de faire travailler le samedi-dimanche (2 x 12 h) en faisant appel à des volontaires.

Un des problèmes de la direction est d'arriver à faire travailler tout le monde le samedi, sans que cela soit payé en heures supplémentaires. Auparavant elle faisait appel à des volontaires, ou faisait pression sur des travailleurs en contrat à durée déterminée pour venir le samedi. Mais il y a de moins en moins de volontaires, les gars en ont assez. Alors la direction a pensé aussi aux 4 x 6. Chaque équipe travaillerait 6 h par jour pendant 6 jours. Enfin pour couronner le tout, «dans un souci de ne pas pénaliser l'emploi féminin et d'assurer une plus grande égalité professionnelle entre

hommes et femmes, les entreprises pourront déroger à l'interdiction du travail de nuit pour les «salariées». Etonnant et soudain soucieux d'égalité... dans l'exploitation !

Pour l'instant aucun syndicat n'a signé cet accord. La CGT fait une campagne contre. Ça discute dans les ateliers. Des ouvriers disent «que la nuit c'est fait pour dormir» ou «qu'il n'est pas question de travailler le samedi et le dimanche», et ils n'ont pas envie d'être ainsi livrés au bon vouloir du patron.

Correspondant LO

Dans une petite entreprise de Mulhouse UN PDG QUI SE CROIT TOUT PERMIS

Cette entreprise, installée dans une zone industrielle de Mulhouse, fabrique de la mousse, en particulier pour l'automobile. Elle est passée en deux ans d'une dizaine d'ouvriers à maintenant 120. Tout le monde est d'abord embauché en intérim, puis sous contrat de six mois renouvelable une fois avant l'embauche «fixe». Dans l'atelier, les femmes travaillent à deux sur des presses qui n'ont qu'un bouton de commande. Une de ces presses est célèbre dans tout l'atelier pour sa fâcheuse tendance à se rabattre toute seule en «automatique», sans crier «gare». Une ouvrière témoigne :

«Un jour le PDG a eu envie de mettre sur pied une équipe de l'après-midi, de 14 heures à 22 heures. Il fait venir cette équipe depuis maintenant deux mois. Et une équipe du matin de 6 heures à 14 heures à titre d'essai, sans que ces horaires soient connus officiellement, ni bien sûr payés comme tels. Et gare à l'accident de trajet ! L'équipe de l'après-midi est enfermée dans l'usine à

partir de 17 heures, sans chef, sans clés pour sortir et sans autre téléphone qu'une cabine à pièces dans l'atelier. A la mi-décembre, deux ouvriers qui manipulaient du solvant pour nettoyer une machine ont pris feu à cause de l'électricité statique de leurs vêtements. Les autres ouvriers ont pu éteindre l'incendie avec des extincteurs mais, pour prévenir le SAMU, l'un d'entre eux a dû sauter par la fenêtre pour chercher de l'argent dans sa voiture ; les brancardiers ont dû prendre le même chemin pour porter secours aux brûlés. Le lendemain de l'accident, le solvant avait disparu et, à la question des ouvriers qui demandaient avec quoi nettoyer les machines, les chefs répondaient : «Solvant ? Quel solvant ? Il n'y a jamais eu de solvant !»

Le PDG a fait repeindre toute l'usine tout récemment. Il a fait afficher une note dans laquelle il était dit que toute personne dénonçant quelqu'un ayant dégradé «les locaux» toucherait une prime de 5000 F. Un peu avant Noël, il a réuni tout le person-

nel à la cantine, parce qu'il prétendait avoir trouvé de l'essence dans une plante. Et ce valeureux défenseur de la propreté et de l'écologie a traité l'assemblée médusée de «connes, connasses et conards» !

On a répondu à sa grossièreté quelques jours plus tard. Au Noël de l'entreprise, il manquait soixante-dix personnes. Alors que les autres années, tout le monde y allait sous peine d'être convoqué au bureau du PDG pour s'expliquer, là il n'a osé convoquer personne.

Il y a quinze jours, le PDG est allé voir trois ouvrières, d'équipe d'après-midi le vendredi, pour leur annoncer qu'elles travaillaient le samedi et dimanche suivants. Elles devaient reprendre ensuite normalement le lundi matin ! Ces trois ouvrières sont sous contrat de six mois et travaillent depuis quatre mois, mais leur contrat n'a toujours pas été signé !

Un petit exemple d'un patron qui se croit encore au siècle dernier !

Correspondant LO

Maya
Elbeuf (76)

LE PATRON VOLE LA PAIE

dans le cadre d'un contrat entre l'ANPE et l'employeur, et celui-ci est exonéré de la moitié des charges sociales.

Depuis plusieurs mois, les salaires ont été versés avec plusieurs jours de retard. Les travailleuses n'ont toujours pas touché la totalité du salaire de novembre, et rien pour décembre, et bientôt pour janvier.

Plusieurs ouvrières sont allées réclamer leur dû devant les Prud'hommes d'Elbeuf.

Elles ont obtenu gain de cause et les Prud'hommes ont donné quelques jours au patron de Maya pour qu'il leur verse leur paie. Le patron ne payant toujours pas, un huissier est chargé de faire exécuter le jugement de conciliation.

Les ouvrières n'attendent pas les bras croisés que la justice suive son cours. Elles ont contacté le maire d'Elbeuf (conseiller général PS) qui a répondu qu'il n'y pouvait rien, que c'était une affaire qui ne le regardait pas. Elles ont convoqué une conférence de presse à l'Union locale CGT d'Elbeuf, dénoncé le scandale sur la place publique et projettent de faire connaître largement les faits auprès des travailleurs de la région.

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'est ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution due à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -
BP 233 - 75865
PARIS CEDEX 18 -
FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Editions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 54995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste. France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL ET VILLE : _____
COMPLEMENT D'ADRESSE : _____
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : _____
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : _____
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Arsenal de Cherbourg (Manche)

UNE VISITE QUI FAIT L'(CH)EVÈNEMENT

Chevènement ne s'est pas déplacé pour rien à l'Arsenal de Cherbourg : il y a eu un splendide comité d'accueil, composé de... 1 500 à 2 000 ouvriers, lui exprimant haut et fort leur mécontentement et leurs revendications.

Le ministre de la Défense était venu, lundi 30 janvier, visiter le nouveau bâtiment construit pour les sous-marins nouvelle génération. Il y avait avec lui tout le gratin : député, maire et état-major, amiraux, bref, du beau linge, qui ont été quelque peu contrariés dans leur cérémonial lorsque nous avons entouré le bâtiment pour bloquer les sorties. Cauvin, député local PS, ancien syndicaliste de l'Arsenal qui a fait une carrière politique, avait beau dire : «Je suis avec vous», il s'est fait vertement apostropher.

Quelle rigolade : les gradés, paniqués, s'agitaient dans tous les sens, à la plus grande joie et sous les applaudissements des ouvriers présents.

Chevènement, après avoir essayé d'entamer le dialogue (on est socialiste, n'est-ce pas ?) a désespérément cherché une issue, au nord, bloquée, puis au sud... a finalement embarqué dans une voiture et est parti, piteux, après que ceux qui étaient assis sur le capot en sont descendus !



Chevènement va devoir s'habiller maintenant avec un gilet de sauvetage...

Le gratin a eu la possibilité d'entendre que nous n'étions pas contents : le quota des places prévues pour l'avancement se réduit d'année en année comme une peau de chagrin et les cris de «Libérez nos décrets» signifiaient que nous n'étions pas prêts à nous laisser mener par le bateau des négociations. En effet, ces décrets salariaux, qui nous alignent sur les salaires de la métallurgie parisienne, ne sont plus respectés depuis 1979, avec diverses péripéties, ce qui nous a fait perdre plus de 20 % sur notre salaire, sans compter la perte de pouvoir d'achat depuis 1982. Au 1^{er} janvier, Chevènement les a rétablis, ce qui nous a valu 1 % d'augmentation. La belle affaire ! Mais il parle de les transformer en avril...

Avancement et salaires bloqués, conditions de travail qui se dégradent comme partout : à l'Arsenal les motifs de mécontentement ne manquent pas. Et pour une fois qu'on avait directement le ministre pour le lui dire en face, on ne s'en est pas privés.

Correspondant LO

Centre de Formation Professionnelle pour Adultes (Toulouse)

LES STAGIAIRES DISENT "NON" AUX EXPULSIONS

Au Centre de Formation Professionnelle de Toulouse-Bordelongue, trois stagiaires de la mécanique-auto étaient mis à pied le 1^{er} février pour trois jours, en attendant la réunion de la commission de discipline le 3 février. Au-delà des reproches qui leur étaient faits, il semble bien qu'une des militantes du mouvement contre la baisse des rémunérations ait été visée.

Soutenus par les autres stagiaires, et malgré la pré-

sence de deux policiers dépêchés par le directeur, les sanctionnés ont refusé d'effectuer leur mise à pied. Pendant la commission de discipline, cinquante stagiaires étaient en grève pour soutenir leurs camarades.

Alors que les trois représentants des stagiaires votaient bien sûr contre l'exclusion, les représentants du personnel ont voté, eux, leur... mutation, et le directeur a conclu par

l'exclusion de deux des trois stagiaires.

Lundi 6 février, la possibilité d'être mutés leur était tout de même proposée. Ces mutations ont été refusées par les deux stagiaires sanctionnés. Laigniel, secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle, devait venir à Toulouse vendredi 10 février. Les stagiaires envisagent de saisir l'occasion pour aller lui parler de l'affaire...

SNCF

LA SÉCURITÉ DU RAIL ...DÉRAILLE

Mercredi 18 janvier, 18 wagons sur quarante d'un train de marchandises ont déraillé en gare de Lieusaint (près de Melun). Un pignon d'un des six moteurs a cassé, entraînant la cassure d'un autre pignon et l'éclatement du carter. Ce sont les morceaux de métal tombant sur la voie qui ont provoqué le déraillement des wagons. Tout cela à quatre-vingts km/h !

Heureusement aucun autre train n'est passé par là au moment du déraillement. Car les six voies de

circulation ont été obs- truées par les wagons déraillés : deux voies TGV, deux de banlieue et deux de grande ligne. Et même si cette ligne est équipée de la radio, ce qui permet d'arrêter rapidement tous les trains, ceux-ci ne s'arrêtent quand même pas instantanément, surtout quand ils roulent à 160 km/h.

L'accident est dû à un pignon qui était fissuré : trop usagé, comme l'ont montré les examens faits après coup aux ateliers SNCF d'Oullins. En effet, sur ce type de locomotive qui date des années cinquante, la SNCF a décidé de ne plus faire de gros travaux. Elle en a déjà

envoyé un certain nombre à la casse. Mais, depuis plus d'un an, elle a arrêté de les mettre au rebut et elle a décidé de continuer à les faire rouler, mais en faisant seulement des opérations courantes. Un certain nombre d'examens de contrôle n'étant plus faits, la probabilité d'un accident ne pouvait que croître.

Et c'est ce qui est arrivé à Lieusaint.

Quand la direction de la SNCF prétend, après une catastrophe ferroviaire, qu'elle ne fait pas d'économies sur la sécurité, le déraillement de Lieusaint prouve exactement le contraire.

Correspondant



LA SÉCURITÉ ? CE N'EST PAS LEUR PROBLÈME !

Aux Ateliers SNCF de Nanterre-la-Folie, on répare les rames banlieue. Au cours d'une visite sur une automotrice 26301 qui était là pour une modification, les travailleurs se sont aperçus qu'un gros ressort du boggy-moteur était cassé. Cela pouvait provoquer un jeu considérable dans les axes des bielles de suspension, et nuire à la sécurité.

Lundi 30 janvier, dans la matinée, toute l'armada des chefs a débarqué pour visiter le véhicule, documents et mètres en main. Ils ont décidé de ne

pas changer le ressort, qu'il suffisait de le bricoler un peu, et ce pour ne pas immobiliser la voiture. Cette décision, si elle avait été maintenue, aurait reporté la réparation jusqu'à la prochaine révision, c'est-à-dire dans 100 000 km !

Mais dans l'équipe des boggies, les travailleurs ont réagi en faisant passer une pétition, bien vite signée, par laquelle ils s'élevaient contre le fossé qui existe

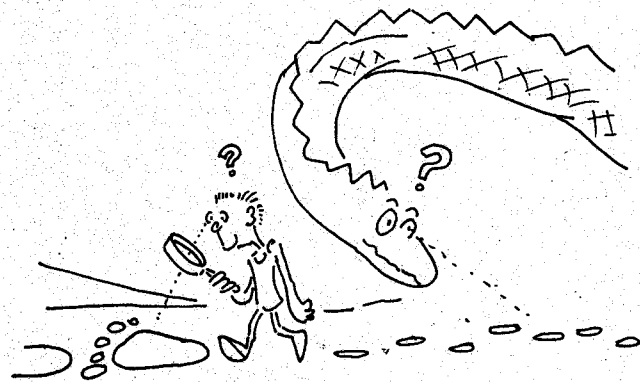
entre les discours des responsables sur la qualité et la sécurité, et la réalité. Tous ensemble, ils ont envahi le bureau du chef d'atelier, qui a dû venir s'expliquer. Il a fallu cette pression pour que la décision de changer tous les ressorts du boggy soit prise. Une preuve de plus qu'en matière de sécurité, la direction de la SNCF est irresponsable.

Correspondant LO

"Le sourire du flamant rose",

"Quand les poules auront des dents",

"Le pouce du Panda"...



Stephen Jay Gould, paléontologiste (1) par vocation et théoricien de l'évolution par tempérament, enseigne par ailleurs la géologie, la biologie et l'histoire des sciences à l'université de Harvard.

Bien connu aux Etats-Unis, il a commencé à avoir une certaine notoriété en France au fur et à mesure qu'ont été traduits et publiés, ces dix dernières années, ses recueils d'essais destinés au grand public : *Darwin et les grandes énigmes de la vie* (paru ici en 1979), puis *Le Pouce du Panda*, *Quand les poules auront des dents* et enfin, paru en France il y a quelques mois *Le sourire du flamant rose*. Il s'agit en fait

de ses chroniques mensuelles destinées à la revue américaine *Natural History Magazine* écrites de 1975 à 1985.

Au total, dix années de chroniques scientifiques rédigées chacune soit à partir d'un fait biologique particulier (souvent une particularité étrange ou une singularité apparente de la nature comme l'évoquent les titres des trois derniers livres), soit à partir d'un épisode de l'histoire des sciences de la nature, de l'actualité scientifique ou polémique dans le même domaine ou, plus rarement, des propres sujets de recherche de l'auteur.

Gould, ou Woody Allen détective sur les traces de l'évolution.

Chez Gould, le style, c'est un peu la méthode.

Pas d'exposé didactique de théories désincarnées, ni de scénario romancé de l'évolution à l'usage des néophytes. Il semble aussi peu enclin à l'histoire fiction, fût-elle celle de la vie, qu'il n'est dit-il fêru de science fiction (à laquelle il reproche incidemment de manquer souvent d'imagination, c'est-à-dire de vraisemblance scientifique !).

Pas de littérature non plus sur les «merveilles» de la nature, ni de coup de chapeau aux perfections de la sélection naturelle. Notre sens esthétique est une chose (et le talent d'écrivain de Gould montre à l'évidence qu'il n'en manque pas), la compréhension des phénomènes naturels une autre. Une merveille de per-

fektion, les orchidées ? Façon de parler. Bien moins, et beaucoup mieux que cela : le vieux Darwin qui leur avait consacré tout un traité remarquait déjà, explique Gould citations à l'appui (2), que ces belles complications de fleurs n'étaient après tout que l'aboutissement d'un fameux bricolage, consistant à élaborer de nouveaux systèmes morphologiques à partir d'organes ordinaires chez les autres fleurs, mais pour des fonctions différentes. Le détournement de fonctions, c'est d'ailleurs le péché mignon de l'évolution, l'un de ses raccourcis préférés, vous laisse entendre Gould au fil de ces essais. Et si vous voulez examiner les traces de l'évolution, il n'est pas toujours besoin d'aller à la chasse aux

fossiles. Mettez-vous en quête non pas de la prétendue perfection adaptative (la perfection n'a pas besoin d'histoire), mais comme Darwin en son temps, de ce qui chez les êtres vivants est inutile, déplacé, étrange, bizarrement bricolé, bref en quête de toutes ces précieuses imperfections qui sont autant de témoins du passé. Car les organismes vivants ne peuvent pas effacer leur passé. Du sixième doigt opposable du Panda qui lui permet d'éplucher avec dextérité les pousses de bambou dont il se nourrit, et qui n'est pas un vrai pouce mais le résultat du bricolage d'un petit os du poignet et du remodelage des muscles adjacents, jusqu'à l'inversion des fonctions (et de la morphologie) des deux parties du bec du

flamant rose qui a la curieuse habitude de manger la tête à l'envers... autant de témoignages de ce que l'adaptation évolutive fait avec ce qu'elle a déjà sous la main. La dynamique évolutive est toujours plus opportuniste et complexe qu'on ne l'imagine.

★ ★ ★

Chacun de ces essais relève plus de l'énigme policière que du conte édifiant. A chaque fois, l'humour le dispute à la minutie de l'analyse, à l'érudition, avec l'art de vous éclairer un détail sous tous ses angles, pour le seul plaisir de mettre le doigt sur un des points sensibles de la théorie évolutionniste, dans ses implications les plus abstraites.

La vulgarisation scientifique n'est pas un art très facile, pour la bonne raison qu'elle suit généralement la démarche inverse de la démarche scientifique qui, en principe du moins, est enquête, remise en question, approche pas-à-pas, déductive et inductive, sur la base, entre autres, d'une masse d'informations de première main... La vulgarisation scientifique quant à elle, consiste le plus souvent en un simple exposé des résultats, ce qui a toujours un caractère dogmatique et simplificateur.

Gould réussit à éviter cet écueil, même s'il s'adresse à des non-spécialistes. Dans ses essais, il n'utilise pratiquement pas de langage technique ou prend le soin d'en expliquer les termes indispen-

sables (3). Mais en tant que vulgarisateur, il réussit à ne pas simplifier ni à vulgariser les idées. Peut-être parce qu'il a une sorte de parti pris : il n'expose pas des résultats, mais plutôt des problèmes. Dans chacun de ses essais, tout se passe comme s'il vous invitait à faire avec lui un bout de chemin dans sa propre enquête intellectuelle. Vous démarrez un article avec une seule idée ou un préjugé sur un sujet donné, et vous le terminez avec trois ou quatre idées à la fois, autant de questions, et pas toujours de réponse, ou simplement des éléments de réponse eux-mêmes parfois ambigus. Cela ne rend pas la lecture de ces essais franchement facile ni confortable, mais combien attrayante et stimulante...

Observer, classer... c'est déjà théoriser

A la fois spécialiste et touche-à-tout, la combativité intellectuelle de ce joyeux drille de la science ne semble jamais en défaut. Il faut voir, ou plutôt lire, comment Gould réduit en poussière, enquêtes et démonstrations à l'appui, toutes ces pseudothéories scientifiques anciennes ou contemporaines, qui ont pour seule fonction de faire passer pour objectifs les préjugés sociaux des classes privilégiées : de la craniométrie en vogue au 19^e siècle, en passant par la manie des prétendus tests d'intelligence au 20^e, jusqu'à cette «sociobiologie» aujourd'hui à la mode qui va chercher les sources de

l'agressivité humaine et du totalitarisme politique dans nos gènes.

Mais Gould n'est pas seulement un scientifique anticongriformiste ; c'est aussi un théoricien de l'évolution. Lui-même en tant que paléontologue (spécialiste des invertébrés, rien de ce qui fait le charme théorique des quelque 600 variétés d'escargots terrestres des îles Bahamas ne lui est étranger...), est aussi un théoricien de la classification : ce qu'on appelle en langage d'évolutionniste un «taxinomiste». Bref, un spécimen de cette variété de scientifiques qui ne se lassent jamais de

polémiquer sur la place de telle ou telle espèce dans l'arbre généalogique de la vie, comme sur l'établissement de cet arbre lui-même.

Mais c'est précisément là où l'homme de terrain, les yeux obstinément baissés vers le sol et ses fossiles (Gould attribue sa vocation... à sa petite taille !), rejoint le théoricien. Car classer, c'est choisir. Mettre en ordre, c'est adopter une théorie. Et la classification «n'est pas un porte-manteau neutre auquel on pourrait accrocher les faits objectifs de la nature, mais une théorie qui donne un cadre et oriente notre pensée» (4).

Même dans ses fameuses

îles Galapagos que visita Darwin, aucun écriteau ne signale «ici l'évolution est à l'œuvre, ouvrez les yeux et vous la verrez». Les pinsons et les tortues marines des Galapagos n'inspirèrent pas directement, très loin de là, rappelle Gould, sa théorie à Darwin. Revenu à Londres, il lui fallut pas moins de deux bonnes années supplémentaires, suivre quantité de fausses pistes, lire des philosophes, des poètes, des économistes... chercher d'autres sources d'inspiration, pour aboutir à sa théorie de la sélection naturelle. Et c'est cette théorie qui, rétrospectivement, lui fit voir et ordonner ce qu'il avait observé plu-

sieurs années auparavant (comme ce qu'il observait désormais), de façon totalement nouvelle (5).

De ce point de vue-là, Gould revendique la tradition scientifique du vrai Darwin (et non l'idée un peu mythique qu'on s'en fait). Rien ne l'agace autant que les gens qui prétendent n'extrapoler qu'à partir des «faits» ; rien n'éveille autant sa défiance et son impertinence que les gens qui prennent leurs préjugés sociaux pour la vérité scientifique «objective».

Pour un peu, l'Amérique intellectuelle aura trouvé en Gould une sorte d'antidote à cet empirisme anglo-saxon

qui a poussé le mépris de la pensée théorique jusqu'à donner au mot américain de «theory» le sens courant d'une simple hypothèse non vérifiée et par extension celui d'une affirmation purement fantaisiste !

Gould, quant à lui, plaide pour une conception moins simpliste et finalement moins mystificatrice de la démarche scientifique. Il considère que le progrès de la science n'est pas uniquement le résultat de l'accumulation des données nouvelles, mais exige des contextes et des cadres intellectuels nouveaux, comme l'exercice de nouveaux modes de pensée.

et quelques
autres petites

et grandes énigmes
de la vie

vues par
**STEPHEN JAY
GOULD**



Xavier LACOUTURE

qui s'est produit à plusieurs reprises aux fêtes et gala de Lutte Ouvrière sera à l'Olympia (28, bd des Capucines - M^o Opéra) le 14 février à 20 h 30.

De l'avantage de se demander "Comment est-ce fabriqué?" plutôt que "A quoi ça sert?"

Avant toute chose, en darwiniste enthousiaste et érudit, Gould s'efforce de réhabiliter la théorie de Darwin contre ses vulgarisateurs. «Les idées les plus subtiles peuvent être rendues insignifiantes, voire vulgaires, si elles sont exposées en des termes intransigeants et absolus» écrit-il dans *Le pouce du Panda*, en rappelant que Darwin lui-même tint plusieurs fois à préciser que s'il était convaincu que la sélection naturelle était le principal moyen de modification dans la descendance des êtres vivants, elle n'était certainement pas le seul.

Il y a un hyper-darwinisme

L'ADAPTATION A TOUT PRIX !..



Quand les myopes naissent avec des lunettes, j'y croirai !..

qui consiste à donner une finalité adaptative à chaque trait anatomique, comme si notre monde était un paradis divinement orchestré par les toutes puissantes forces de la sélection. Dans ce monde darwinien jusqu'à l'absurde, on a

simplement glissé la sélection naturelle dans le rôle autrefois dévolu à Dieu. Mais le vice de la pensée est le même, et le formidable programme de recherche ouvert par la théorie matérialiste de Darwin (pour reprendre les formula-

tions de Gould), se réduit à un avatar scientifique de la vieille idée idéaliste aussi réconfortante que stérile selon laquelle tous s'adaptent au meilleur des mondes possibles.

La question «comment est-ce fabriqué?», est souvent plus éclairante que la question «à quoi ça sert?» écrit Gould (6). Car c'est une vieille histoire : «ce qui permet de...» n'est pas forcément «ce qui est fait pour...». Et il y a toujours erreur de raisonnement à déduire de l'utilité d'un caractère actuel, les causes de son origine.

En réalité, la signification de l'adaptation à l'environne-

ment n'a pas le caractère automatique qu'on lui prête si souvent. Les organismes vivants ne sont pas une pâte molle, et la sélection naturelle n'est pas toute puissante. Comme le dit Gould par ailleurs, «il reste à trouver la dialectique précise entre les facteurs internes et externes de l'évolution». Toute structure, adaptée à un certain environnement a aussi ses capacités latentes. Elaborée pour une chose, elle peut en faire d'autres. Un caractère devient disponible (c'est-à-dire superflu, gratuit), et peut être ensuite coopté pour d'autres rôles. C'est ainsi que des traits évo-

lutifs complexes véhiculent une multitude de possibilités adaptatives. C'est ainsi que le passé d'un organisme ne fait pas qu'imposer des contraintes à son futur, mais lègue aussi un énorme réservoir de potentialités morphologiques.

L'histoire de la vie n'est pas un long fleuve tranquille

On l'aura compris, Gould n'est pas seulement un défenseur aussi ardent qu'anticonformiste de Darwin. Il s'est employé à ajouter (et parfois à jeter !) ses propres pierres dans l'édifice actuel de la théorie de l'évolution.

La contribution particulière de Gould à la théorie de l'évolution tient surtout à sa théorie sur les rythmes des changements évolutifs, élaborée avec son collègue du

Museum d'Histoire Naturelle de New York, Niles Eldredge, en 1972, et qu'ils ont intitulée «théorie de l'équilibre ponctué» : selon Gould et Eldredge, l'idée d'évolution par simples petits changements graduels et continus n'est pas nécessaire à la théorie de la sélection naturelle (contrairement cette fois à ce que pensait Darwin), et contraire aux observations de la paléontologie. Il n'y a pas

de progression évolutive constante et régulière. Mais d'un côté des époques d'extinctions massives, de l'autre des époques de «spéciation» (création d'espèces nouvelles), rapides (en temps géologique du moins, quelques dizaines ou centaines de milliers d'années peut-être...), séparées par de longues périodes calmes, car l'histoire de la vie ressemble à celle du soldat : de longues périodes d'ennui et de courtes périodes d'effroi !

La plupart des espèces fossiles elles-mêmes ne présentent d'ailleurs aucun changement majeur pendant toute leur durée (en moyenne de 5 à 10 millions d'années), les premiers fossiles ressemblant beaucoup aux derniers. Par contre, on constate l'apparition soudaine, d'un seul coup, complètement formée, d'une espèce, dans une zone donnée. C'est la «spéciation», l'apparition d'espèces nouvelles, qui est responsable de presque tous les changements évolutifs. Et le mode de changement évolutif est fondamentalement discontinu.

★ ★ ★

Depuis Darwin, et tout particulièrement des vingt dernières années, une masse de données nouvelles se sont accumulées aussi bien dans le domaine des sciences de la vie que dans celui de l'histoire de la Terre.



Ces données nouvelles en géologie (avec la théorie de la tectonique des plaques et de la dérive des continents), en biologie et génétique moléculaires, en embryologie, en paléontologie humaine (avec toutes ces découvertes sensationnelles des années 70 et 80 de nombreux fossiles d'hominiens vieux de 3 à 4 millions d'années en Afrique orientale) etc... ont donné un sacré coup de vieux à des convictions qui faisaient encore autorité il y a une vingtaine d'années. Inversement, bien des intuitions et des théories datant de 50 ou 100 ans, qui, en leur temps, firent figure de simples métaphores voire d'hypothèses erronées et fantaisistes, acquièrent aujourd'hui une nouvelle jeunesse scientifique. Bon nombre d'essais de Gould sont d'ailleurs consacrés à ces revirements paradoxaux de l'histoire des sciences.

Mais, répétons-le, l'accumulation des données nou-

velles ne suffit pas. Pour reprendre l'un des thèmes favoris de Gould, l'histoire du progrès scientifique n'est pas plus régulière ni continue que celle de la vie. Il faut aussi un nouveau mode de pensée, rationnel et matérialiste certes, mais moins mécaniste selon Gould que les habitudes

de pensées occidentales, pour saisir le message de toutes ces données nouvelles et appréhender toute la complexité de la vie ; en un mot, pour donner une nouvelle force explicative, plus fine, plus précise, plus dynamique, à la théorie de l'évolution.

A lire Gould, on a toutes les raisons de le soupçonner d'avoir la prétention d'apporter ainsi sa propre contribution originale au progrès de la science.

Mais comme, tout en larguant l'empirisme anglosaxon, il en a gardé cette façon si peu formaliste de parler des choses sérieuses, comme il a une façon bien à lui d'exposer de façon si peu dogmatique ses propres choix et parfois ses propres «préjugés» théoriques, en tout état de cause, il lui sera beaucoup pardonné.

Huguette CHEVIREAU

Darwin et les grandes énigmes de la vie.

Seuil - Collection Points Science.

Le pouce du Panda.

Seuil - Collection Points Science.

Quand les poules auront des dents.

Ed. Odile Jacob-Seuil.

Le sourire du flamant rose.

Seuil -

Notes :

(1) La paléontologie est la science de l'histoire de la vie à partir de l'étude des fossiles.

(2) Le pouce du Panda, p. 18.

(3) De ce point de vue, le dernier volume de ses essais Le sourire du flamant rose, malgré son titre accrocheur, est un peu plus difficile à lire que les autres, peut-être parce que Gould y fait plus d'allusions aux thèses développées dans ses essais précédents. On a sans doute intérêt à lire d'abord les premiers.

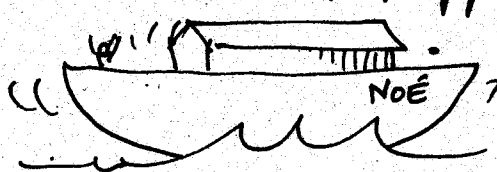
(4) Le sourire du flamant rose, p. 218.

(5) Le pouce du Panda, p. 56 et suivantes, ainsi que Quand les poules auront des dents, p. 125, et aussi Le sourire du flamant rose, p. 318 à 329.

(6) Quand les poules auront des dents, p. 162.

L'ÉVOLUTION UN PROGRÈS ?

POURQUOI AVOIR
EMBARQUÉ LES
PUCE ?



Face au mécontentement des enseignants

UN REcul DE JOSPIN

En quelques mois, Jospin aura réussi à cristalliser le mécontentement des enseignants contre son projet. Lundi 6 février, le ministre a dû reculer en renonçant à un de ses projets consistant à créer un corps de professeurs de collège : ce projet heurtait nombre d'enseignants, ceux entre autres qui enseignent aujourd'hui dans les collèges tout en ayant des diplômes qui leur permettraient d'exercer leur profession dans des lycées. Jospin a eu un petit geste aussi vis-à-vis des corps des instituteurs à qui il promet un recrutement identique à celui des professeurs... en 1992 !

Ces reculs sont certes bien minces, et considérés comme tels par les enseignants. Mais ils sont un encouragement pour ceux qui depuis plusieurs semaines ont tenu à manifester leur mécontentement.

Comme bon nombre de ses prédécesseurs, Jospin a voulu marquer son passage à la tête de l'Education nationale d'un projet ambitieux visant rien moins que «de développer, diversifier, rénover notre système éducatif» ; projet qui risque bien avant d'avoir vu le jour de devenir feu le projet Jospin !

Mais derrière les grandes déclarations de principe, le ministre ne cache pas qu'il doit faire face à une situation immédiate des plus dégradées. Il y a aujourd'hui 300 000 lycéens de plus qu'en 1983, auxquels viendront s'ajouter d'ici l'an 2000 environ 400 000 lycéens supplémentaires et 200 000 étudiants dans les universités. Le nombre de classes comportant 40 élèves ou plus (inexistantes, paraît-il en 1983) ne cesse d'augmenter depuis, tandis que le nombre de classes de 37-39 élèves a été multiplié par dix pendant la même période.

Oh certes, dans le projet Jospin, il y a, ici ou là, quelques orientations positives comme le maintien

des écoles en milieu rural, les mises à niveau dans des disciplines où l'élève aura rencontré des difficultés, ou bien encore la nécessité d'un suivi individuel pour chaque élève.

Mais pour se donner les moyens d'une telle politique et à terme résoudre les grands problèmes de l'Education nationale, puisque tel est le but que se propose le ministre, il n'y a rien dans le projet; Jospin lui-même avait dit, il y a quelque temps de cela, que le faible recrutement des enseignants avait une cause majeure : les salaires insuffisants de la profession. Mais il n'entend pas pour autant augmenter les salaires. Tout en reconnaissant qu'«une revalorisation massive pour l'ensemble des enseignants... n'aurait pas été injustifiée», il affirme en effet que «le coût ne pouvait en être assumé par les finances publiques». Austérité quand tu les tiens ! Alors Jospin ne peut offrir aux enseignants qu'«une meilleure considération nationale». Dans ces conditions le projet ministériel est res-

senti par les enseignants comme une volonté de les faire travailler davantage pour pratiquement le même tarif, sans aucune revalorisation immédiate ni rattrapage des salaires.

Mais comme les enseignants ne vivent tout de même pas de ce genre de déclarations, beaucoup d'entre eux revendiquent une augmentation des salaires de l'ordre de 2 000 F par mois. Ils refusent aussi les divisions catégorielles que le projet voudrait instituer en créant dans chaque corps d'enseignants trois grades différents.

Comme le disait un slogan de la manifestation du 6 février, «Pour l'éducation, on veut les crédits de l'armée, pas les grades».

Jospin a donc un tout petit peu reculé, preuve qu'il en est capable. Mais il reste encore les principales revendications à satisfaire, le refus de la division par l'instauration des grades et surtout l'augmentation des salaires. Mais ce n'est pas une revendication spécifi-

que aux enseignants, et pour qu'elle ait des chances d'être satisfaite, il faudra non seulement une lutte déterminée des enseignants mais aussi que celle-ci trouve le moyen de déboucher sur un mouvement général englobant les autres travailleurs du public et du privé.

Georges LATTIER

Dans l'Essonne

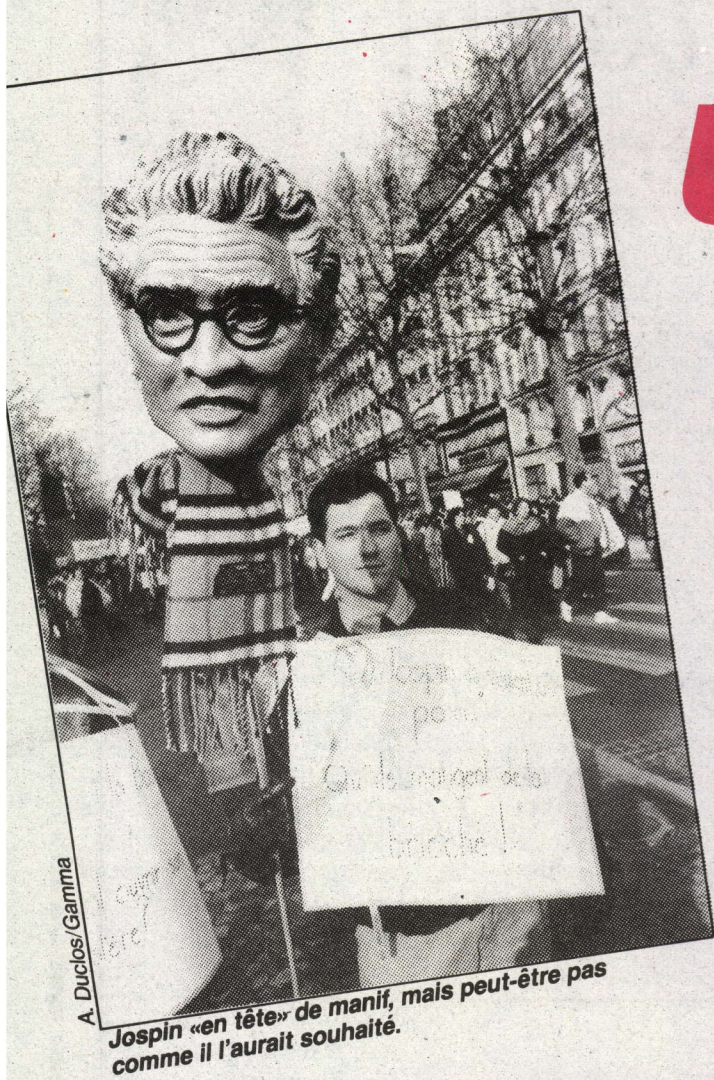
UN MOUVEMENT QUI CHERCHE À S'ÉTENDRE

Dans l'Essonne, plusieurs établissements scolaires, lycées et collèges, sont en grève depuis le 28 janvier. La revendication essentielle est l'augmentation des salaires de 2 000 mensuels pour tous.

Dans ces établissements, 25 à 70% des enseignants sont en grève et se réunissent chaque jour pour décider des actions à entreprendre.

Une coordination provisoire regroupant une trentaine d'établissements s'est mise en place. Elle revendique outre les 2000 F d'augmentation, pas de salaires au-dessous de 6 000 F, la création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement des établissements, la titularisation de tous les auxiliaires et vacataires, 25 élèves maxi par classe, 30 dans les lycées.

Des enseignants du lycée de Brétigny, persuadés que l'extension du mouvement est nécessaire, rendent chaque jour visite à d'autres établissements pour convaincre d'autres enseignants d'entrer en grève sur la base de la plateforme revendicative. C'est ainsi que, jusqu'à aujourd'hui, la grève s'est étendue.



Face aux enseignants

ROCARD PRESSÉ

Devant la mairie d'Epina-sur-Seine, le mardi 7 février, plus d'une centaine d'enseignants attendaient Rocard en visite dans la ville. Bloqué par un groupe de jeunes institutrices porteuses de pancartes réclamant «des sous», il leur rétorqua «on fait un effort exceptionnel pour l'Education», et pour terminer, sur un ton plus menaçant «ne vous mettez pas l'opinion à dos, c'est un bon conseil que je vous donne». Ce à quoi il lui fut répondu que les enseignants avaient l'opinion avec eux.

Apostrophé un peu plus loin par un autre manifestant qui lui demandait, - à lui le ministre qui pensait qu'augmenter les salaires de 1000 F ou 2000 F serait excessif - s'il «ne trouvait pas que les milliards de la spéculation boursière ne l'étaient pas, eux». On ne put entendre sa réponse («Oui, bien sûr») qu'à la télé tant il était déjà loin.

Puis tout le monde se mit à scander «Ni grade, ni mérite, 2000 F pour tous», «Des sous pour les écoles, par pour les initiés».

Lycée Professionnel F. Léger (Argenteuil-Val-d'Oise)

UNE MINORITÉ POUR L'INSTANT !

Dès la rentrée de septembre, une petite mobilisation s'est développée parmi le personnel du lycée F. Léger d'Argenteuil pour revendiquer une véritable augmentation des salaires.

Une partie importante des femmes de service, des ouvriers d'entretien et du personnel administratif a participé aux assemblées et aux différentes journées de grève. Il faut dire que la situation de ces travailleurs n'est guère

brillante. Une femme de service avec 23 ans d'ancienneté gagne 5 700 F par mois pour 41 h 30 de travail hebdomadaire. Les 2 h 30 au-delà des 39 heures valent pour les jours de congés supplémentaires dûs aux vacances scolaires.

Lundi 6 février, quatre professeurs ont décidé d'aller prendre la parole à l'assemblée générale des instituteurs d'Argenteuil pour leur faire part de nos revendications

communes. Puis, à neuf cette fois, ils se sont retrouvés au lycée G. Braque avec des professeurs de R. Rolland pour participer à une assemblée commune des trois lycées.

Dans notre établissement il n'y a pour l'instant qu'une petite minorité prête à un mouvement jusqu'à satisfaction. Pourra-t-elle entraîner tous ceux - et ils sont nombreux - qui ressentent aussi l'indéniable malaise général ?